



Cycle 2022 : Territoires apprenants

Quelle formation, quelles compétences pour des sociétés en transition ?

Dossier documentaire Mission d'étude en Suède

Région de Stockholm
Du lundi 09 au vendredi 13 mai 2022



La Suède investit fortement dans l'éducation, aussi bien des jeunes que des adultes. Le niveau des dépenses publiques éducatives y est parmi les plus élevés de l'OCDE et ces dépenses sont très largement décentralisées, les communes étant responsables de l'éducation jusqu'au lycée, ainsi que de pans importants de la formation des adultes.

Ce système exemplaire par bien des aspects ne progresse cependant pas de façon linéaire. Les réformes de ces dernières décennies - en particulier la municipalisation et l'ouverture au privé - suscitent des controverses quant à la qualité et à l'équité. L'arrivée massive d'étrangers sur le sol suédois depuis une vingtaine d'années pose aussi de redoutables défis en matière d'intégration, auxquels le système éducatif s'efforce d'apporter des réponses. Enfin, malgré des efforts importants pour développer une formation professionnelle adaptée aux besoins du marché du travail, et l'implication massive des actifs dans des démarches de formation, la question des pénuries de compétences reste aiguë.

L'objectif de ce dossier documentaire est de vous fournir des informations de contexte pour la mission d'étude :

- (1) sur la Suède en général, sa situation démographique, économique et son organisation politique ;
- (2) sur son système éducatif, tant en ce qui concerne la formation initiale que l'éducation des adultes, et les défis auxquels il est confronté ;
- (3) sur les territoires que nous visiterons : Stockholm même et une commune de sa périphérie éloignée, marquée par l'importance des communautés immigrées, Södertälje.

Christian Gauffin, consultant franco-suédois,
Anna Luise Büttner, Sciences Po,
Organisateurs du voyage

Table des matières

1) Aperçu de la Suède	4
La démographie du pays	4
Immigration et intégration	6
L'administration territoriale	8
Le gouvernement national	10
Le modèle suédois et son évolution depuis le 20ème siècle	11
Développement économique et situation d'emploi	15
2) Éducation et apprentissage tout au long de la vie : comprendre les enjeux du système suédois	16
Ressources, gouvernance et réformes récentes du système éducatif	18
La structure du système d'éducation formelle	23
Offres d'éducation et de formation pour les adultes	28
Réponses gouvernementales récentes relatives au développement des compétences	31
3) Les terrains d'étude : Stockholm et Södertälje	33
Comté de Stockholm (<i>Stockholms län</i>)	33
Commune de Stockholm (<i>Stockholms stad</i>)	34
Commune de Södertälje (<i>Södertälje kommun</i>)	37
Bibliographie	38
Annexes	39

1) Aperçu de la Suède

Cette section présente des informations de base sur la Suède, par exemple sur l'administration territoriale ou encore la situation d'emploi, qui permettent de situer la Suède, notamment par rapport à la France. Outre les faits et les chiffres actuels, vous trouverez des éléments historiques récents sur le fameux modèle suédois et son évolution.



La Suède en Europe



Topographie de la Suède et de ses voisins scandinaves

La Suède est une **monarchie constitutionnelle** :

- Roi : Carl XVI Gustaf, depuis 1973, obligations représentatives et cérémonielles
- Première ministre (*statsminister*) : Magdalena Andersson, social-démocrate (SAP), depuis 2021
- Parlement (*Riksdag*) : sociaux-démocrates (SAP), modérés (M) et national-conservateurs (SD) comme plus grands partis depuis 2018



La Suède est **membre de l'Union européenne depuis 1995 mais pas de la zone euro.**

Elle n'est **pas membre de l'OTAN** à ce jour.

Monnaie : Couronne suédoise SEK (très simplifié : 1 € ≈ 10 SEK ; 1 SEK ≈ 10 cts).

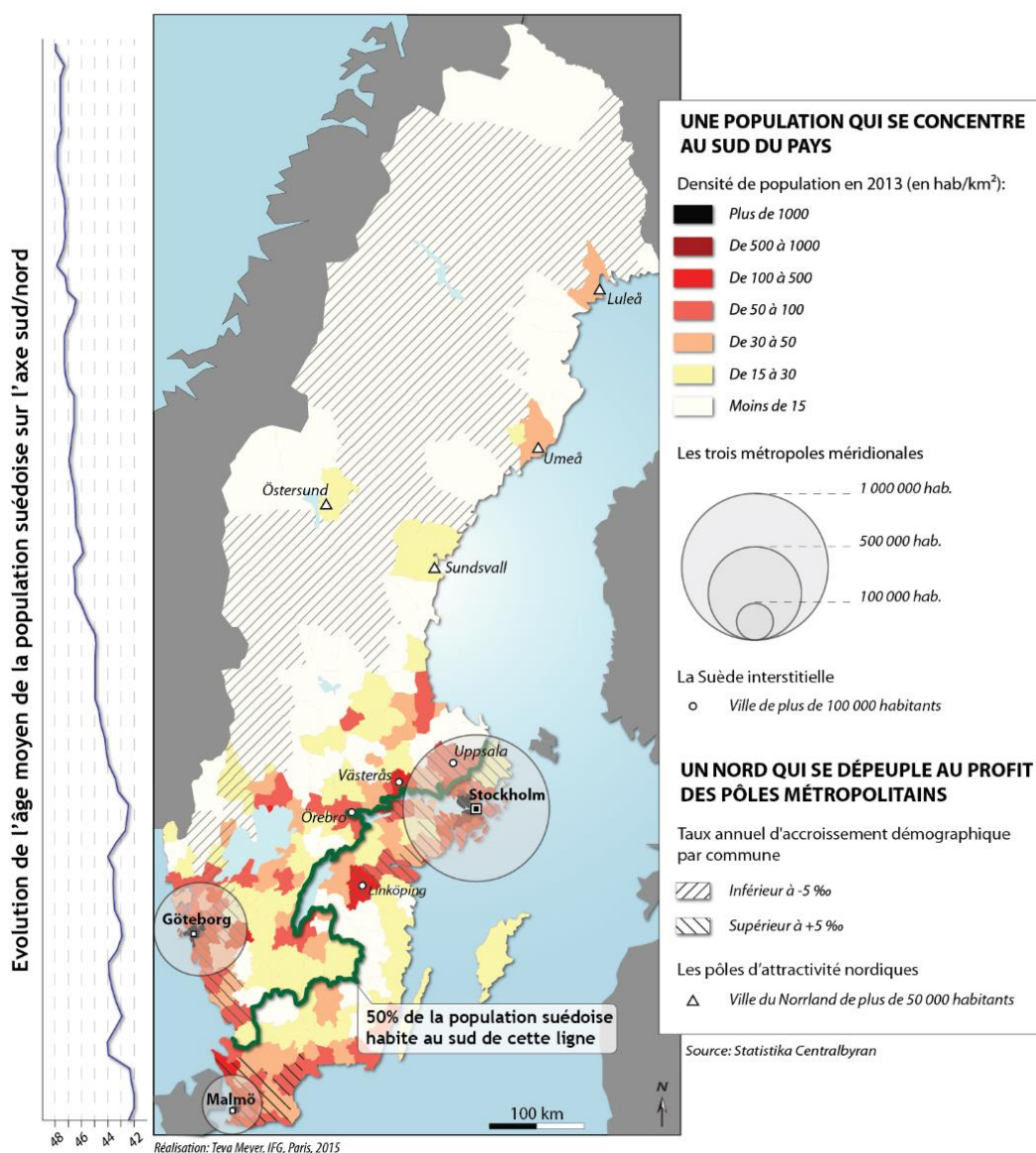
La démographie du pays

Si le peuplement de la Suède se caractérise par une plus faible densité que la France et une distribution moins uniforme de la population, il y a des tendances démographiques similaires entre les deux pays, tous deux pays d'immigration confrontés au vieillissement de la population.

	SE	FR	UE
Habitants	10,5 millions	67 millions	448 millions
Superficie	447 000 km ²	633 000 km ²	4,2 millions km ²
Densité de population	23 habitants / km ²	106 habitants / km ²	105 habitants / km ²
Population jeune, vieille et en âge de travail	17,7 % <15 ans 20,1 % ≥65 ans 62,2 % 15-64 ans	17,8 % <15 ans 20,6 % ≥65 ans 61,6 % 15-64 ans	15,1 % <15 ans 20,7 % ≥65 ans 64,2 % 15-64 ans
Taux de fertilité / femme	1,7 enfants	1,8 enfants	1,5 enfants
Taux de dépendance d'âge ¹	35,9 %	37,3 %	32,3 %
Personnes nées à l'étranger (2019)	19,5 %	12,8 %	-

En Suède, les disparités de peuplement s'intensifient. Il y a un dépeuplement des communes rurales du nord au profit des grandes agglomérations du sud (Stockholm, Malmö, Göteborg) et des pôles d'attraction côtiers (Luleå, Umeå, Skellefteå).

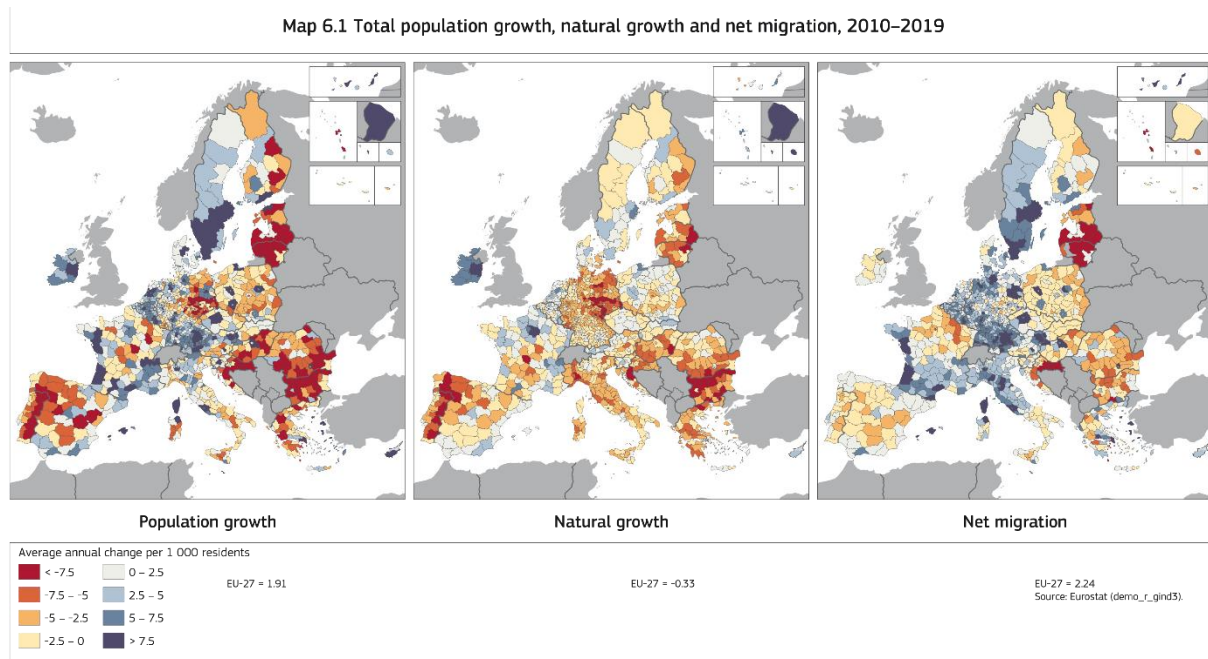
Les fortes disparités de la Suède :



Source : Teva Meyer, hypotheses.org

¹ Nombre de personnes âgées par 100 personnes en âge de travail

Développement démographique des régions françaises et suédoises dans l'Union européenne :

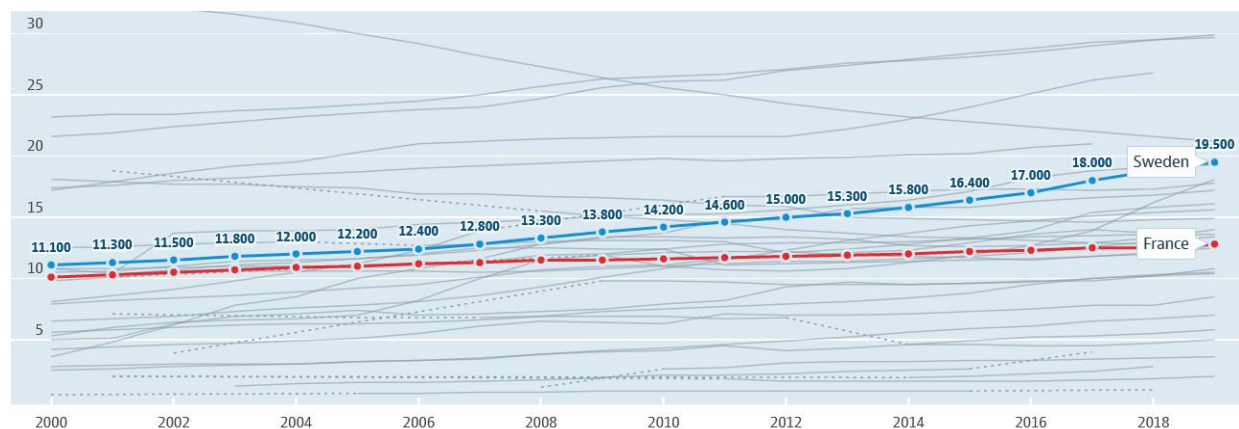


Source : 8e rapport sur la cohésion publié par la Commission européenne, février 2022

Immigration et intégration

Au cours du XXe siècle, la Suède est passée d'un pays d'émigration à un pays d'immigration. Depuis 2000, la population a augmenté de plus d'un million, soit 14% en raison du taux de natalité mais surtout d'un taux d'immigration élevé. Environ 82 % de la croissance démographique en 2018 est due à un surplus d'immigration et environ 18 % à un surplus de natalité. En 2015, un nombre record de demandeurs d'asile est arrivé en Suède et en novembre 2015, des contrôles temporaires aux frontières ont été mis en place. L'une des politiques d'accueil des réfugiés les plus généreuses d'Europe a été fortement revue à la baisse et l'immigration a depuis diminué.

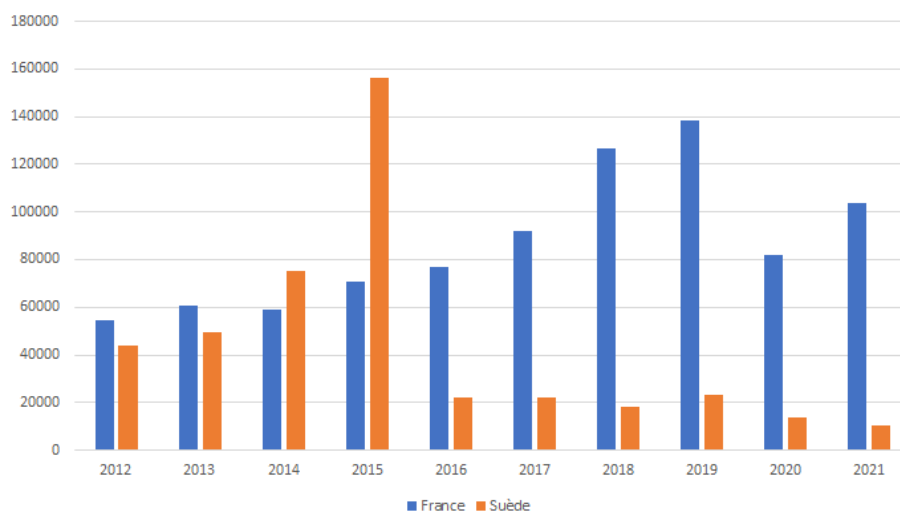
2000 : 90 441 naissances	93 461 décès	58 659 immigrants	34 091 émigrants
2018 : 115 832 naissances	92 185 décès	132 602 immigrants	46 981 émigrants



Source : OCDE - Pourcentage de la population née à l'étranger, Suède – France, 2000-2019.

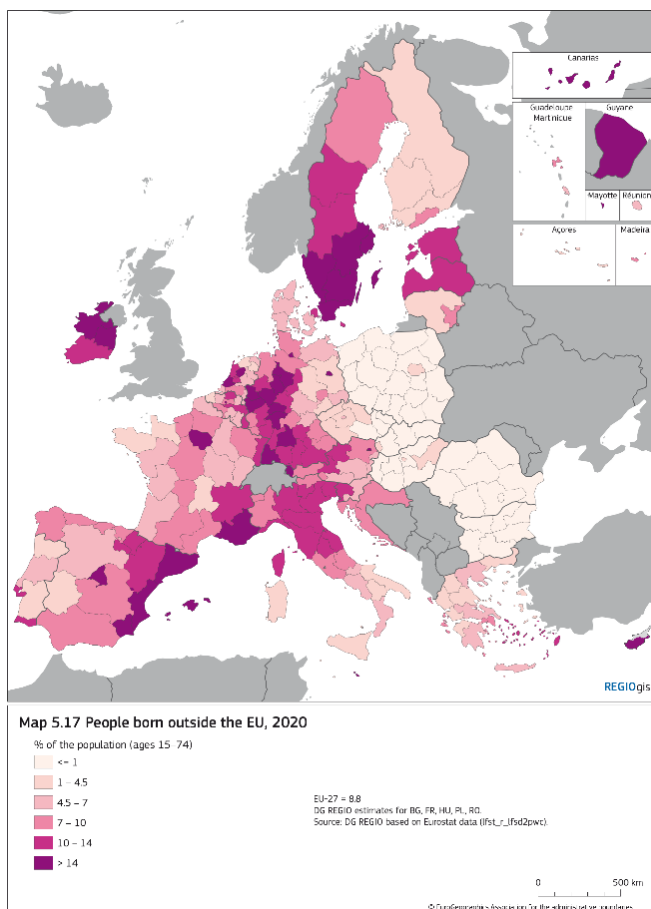
Demandes d'asile France - Suède 2012-2021

Source : Eurostat



En Suède, 13 000 demandes d'asile ont été reçues en 2020. Sur les 21 000 décisions prises la même année, l'asile a été accordé dans 23 % des cas. Les premiers pays d'origine de demandeurs étaient la Syrie, l'Ouzbékistan et l'Irak. Les pays avec le plus haut taux d'acceptation étaient le Yémen, l'Erythrée et la Syrie. Sur les 7 000 permis de séjour accordés en février 2022, 47 % était pour le travail, 28 % pour des regroupements familiaux et 9 % pour la réalisation de l'asile accordé.

Part de la population née dans un pays tiers dans les régions européennes :



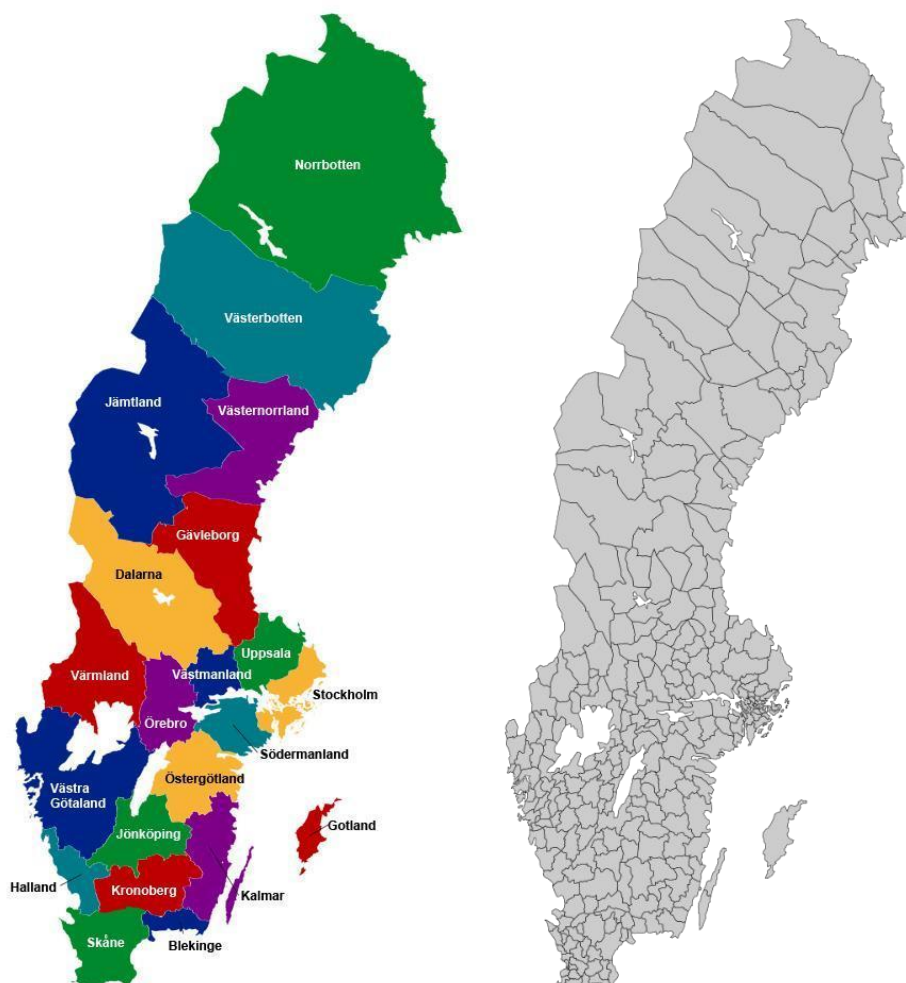
Source : 8e rapport sur la cohésion publié par la Commission européenne, février 2022

La Suède est souvent considérée comme un modèle de croissance inclusive : une forte protection sociale, un faible taux de chômage et un niveau de vie très élevé augmentent la capacité d'intégrer des migrants. Il y a des politiques innovantes pour accélérer l'intégration des migrants qualifiés sur le marché du travail, par exemple via des programmes d'introduction de 2 ans d'éducation et d'activités sur le marché du travail. Il y aussi des programmes d'initiation professionnelle pour lesquels le travail est combiné à l'éducation avec un soutien financier de l'État. Néanmoins, des efforts sont nécessaires pour favoriser l'intégration des immigrés. En effet, en Suède, les personnes nées à l'étranger sont beaucoup plus concernées par le chômage (15,5 %) que les personnes nées en Suède (4,5 %). L'écart est plus important qu'en France : 13,1 % de taux de chômage pour les personnes nées à l'étranger contre 7,8 % pour celles nées en France en 2019.

Les résultats scolaires dans la comparaison internationale (pays de l'OCDE) montrent également qu'en Suède, le fait d'être issu de l'immigration a une influence négative supérieure à la moyenne de l'OCDE sur la réussite à l'école.

L'administration territoriale

Avec **21 comtés (län)** et **290 communes (kommuner)**, il existe deux niveaux d'administration territoriale en Suède.



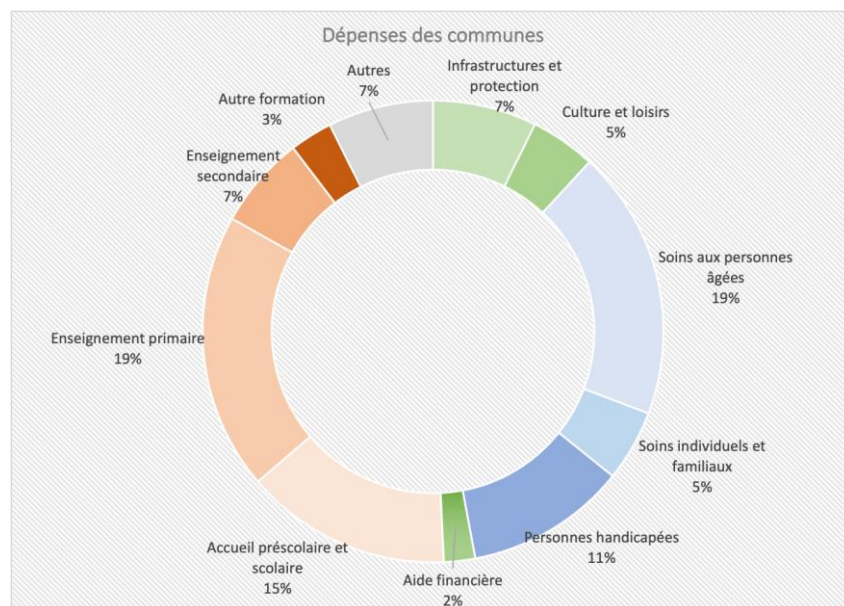
Source : Teva Meyer, hypotheses.org

Les **Comtés (län)** ont des compétences réduites. Ce niveau combine :

- 1) Une **gouvernance « top-down »** avec un conseil administratif (*Länsstyrelse*) et un préfet (*Landshövding*) qui représentent l'État.
 - Compétences : défense civile, aménagement du territoire, transports, agriculture, protection de l'environnement, police, élections;
- 2) Une **gouvernance « bottom-up »** avec une administration régionale : l'assemblée régionale (*regionfullmäktige*) est élue tous les quatre ans. Elle élit un conseil d'administration (*regionstyrelse*). Pour distinguer les deux modes de gouvernance, on parle souvent de régions (*regioner*) dans le contexte de ce deuxième type d'administration.
 - Missions dans le cadre de l'autonomie locale : une partie des soins de santé, transports publics, développement économique régional, politique culturelle.

Les **Communes (kommuner)** ont de fortes responsabilités provenant des premières ordonnances municipales en 1862 qui ont fondé l'autonomie locale. Le rôle de l'État central dans la production des services publics est limité à la définition d'un cadre légal et d'objectifs, ainsi qu'à l'évaluation de la qualité des offres. Le nombre des communes a été progressivement réduit : de 2500 à 800 en 1950 puis à 290 lors de la réforme constitutionnelle de 1974.

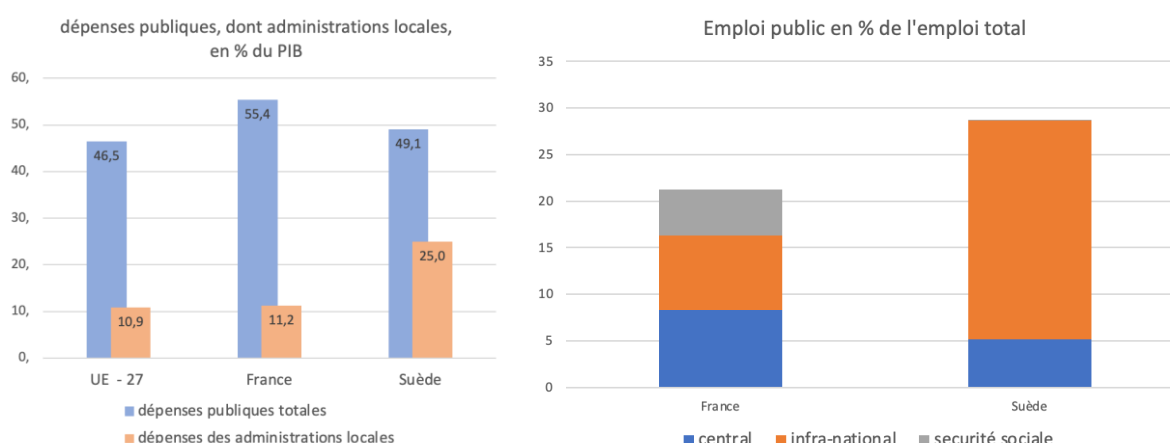
- **Organe décisionnel** : Le conseil municipal (*kommunfullmäktige*) est élu tous les quatre ans. Il élit la direction de la commune (*kommunstyrelse*). Il est à noter que la politique communale suédoise repose presque entièrement sur des coalitions transpartisanes.
- **Compétences obligatoires** :
 - Services sociaux
 - Soins aux personnes âgées et aux handicapés
 - Garde d'enfants et activités préscolaires
 - Système scolaire public pour les enfants et les jeunes
 - Planification et construction
 - Protection de l'environnement et de la santé
 - Infrastructure technique (énergie, eau, déchets)



Source : Kommunernas kostnader och intäkter, ekonomifakta.se

- **Coûts** : Les écoles et les services de garde d'enfants, ainsi que d'autres activités éducatives, représentent la part la plus importante des coûts des administrations locales. Avec les soins aux personnes âgées et aux personnes handicapées, ces domaines représentent 4/5 des coûts totales des communes.
- **Financement** : Les communes financent la plupart de leurs activités grâce aux recettes fiscales municipales (65 %). Elles perçoivent la majeure partie de l'impôt sur le revenu de leurs administrés. Des péréquations - pour les communes structurellement désavantagées, selon la composition de leur population en termes de chômage, vieillesse, etc. - et des contributions de l'Etat représentent à peu près 17 % des recettes. Le reste provient de subventions publiques ciblées, qui sont affectées à des fins spécifiques, et de divers types de redevances, telles que celles liées au stationnement et à la garde d'enfants.
- **Associations communales** (*kommunalförbund*) : coopérations communales volontaires pour certaines actions.

Des dépenses publiques plus décentralisées qu'en France :



Source : Eurostat

L'Association suédoise des autorités locales et régionales (*Sveriges Kommuner och Regioner, SKR*) :

Les intérêts des communes et des régions sont représentés par l'Association suédoise des autorités locales et régionales (*Sveriges Kommuner och Regioner, SKR*). Avec environ 40 000 membres élus dans les différents conseils communaux et régionaux, ainsi que 893 000 employés dans les communes et 305 000 employés dans les régions (2019), il s'agit de la plus grande organisation d'employeurs en Suède. SKR défend l'autonomie locale comme outil démocratique et adapté aux différents besoins des territoires contre un débat suscité pendant la pandémie préconisant des tendances de centralisation.

Le gouvernement national

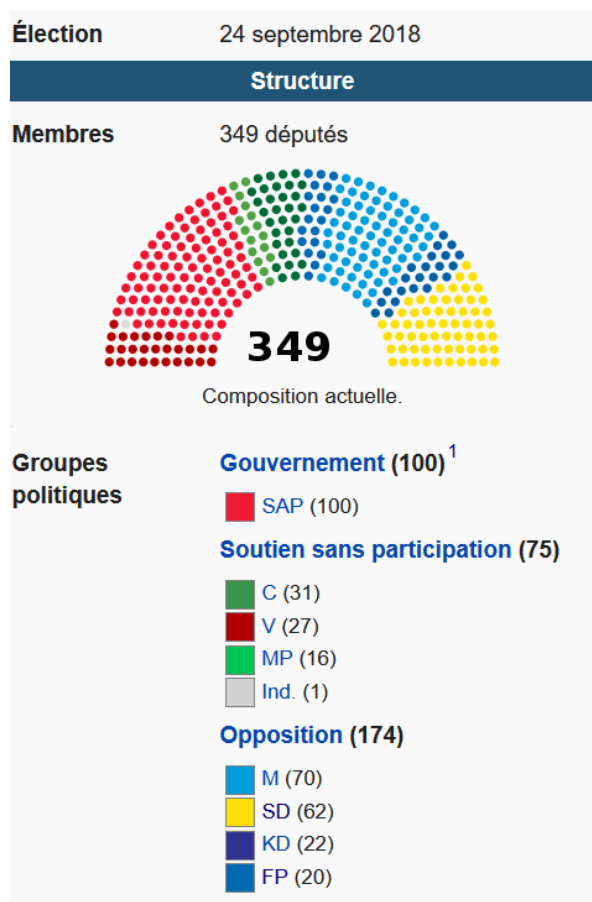
Le gouvernement (*regeringen*) est dirigé par un Premier ministre (*statsminister*) désigné par le parlement (*Riksdag*); il nomme ensuite ses ministres (*statsråd*). Les élections qui ont lieu tous les 4 ans se tiendront en septembre 2022. La Première ministre actuelle est la social-démocrate Magdalena Andersson, auparavant ministre des finances de 2014 à 2021.

Contexte : après les dernières élections de 2018, l'accord de janvier 2019 (*Januariavtalet*) était un accord écrit entre les partis social-démocrate et vert, ainsi que centre et libéral, afin de nommer un gouvernement social-démocrate et vert sous Stefan Löfven (*SAP*). Cependant, Stefan Löfven ayant démissionné en 2021, **Magdalena Andersson (*SAP*)** est devenue Première ministre d'un gouvernement social-démocrate minoritaire fin novembre 2021.



Le parlement actuel

Le parlement est composé d'une seule chambre, élue tous les 4 ans. Les députés sont élus à la proportionnelle plurinomiale.



Les partis représentés au parlement, classés par nombre de voix obtenues :

SAP ou S (*Sveriges socialdemokratiska arbetareparti*) = socialdémocrate - 28,3%

M (*Moderata samlingspartiet*) = modéré - 19,8%

SD (*Sverigedemokraterna*) = national-conservateurs - 17,5%

C (*Centerpartiet*) = centre - 8,6%

V (*Vänsterpartiet*) = gauche - 8%

KD (*Kristdemokraterna*) = démocrate-chrétien - 6,3%

FP ou L (*Liberalerna*) = libéral - 5,5%

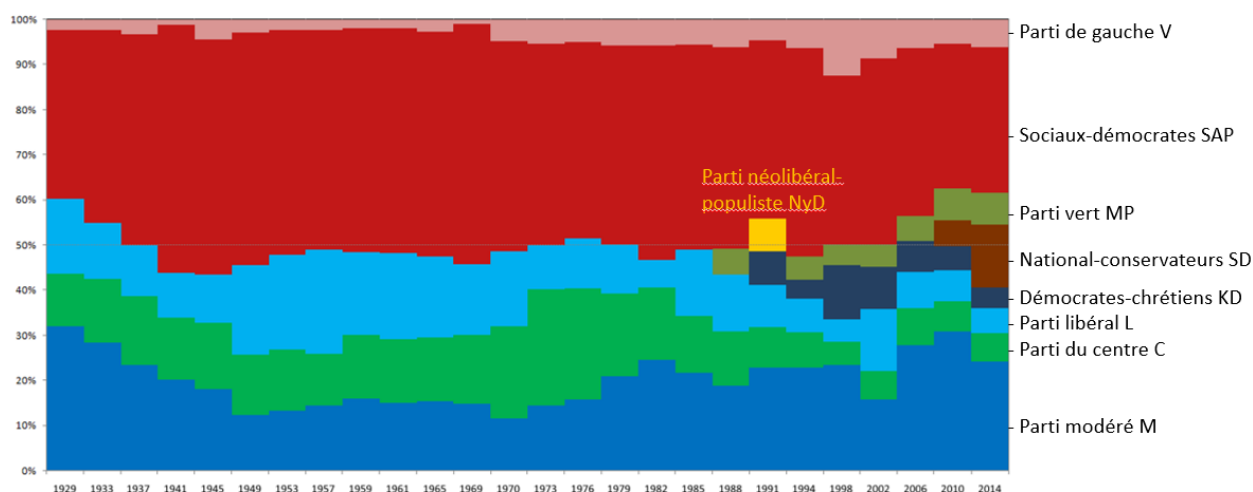
MP (*Miljöpartiet de Gröna*) = vert - 4,4%

Source : wikipedia.org

Le modèle suédois et son évolution depuis le 20ème siècle

La Suède a connu un énorme développement économique après la Seconde Guerre mondiale. En même temps, le pays a réussi à mettre en place un État social fort, avec un haut niveau de protection sociale et de redistribution, aboutissant à l'une des sociétés les plus équitables en termes de répartition des richesses. Le parti social-démocrate suédois des travailleurs SAP (*Sveriges Socialdemokratiska Arbetareparti*) lié à la centrale syndicale ouvrière LO (*Landsorganisationen*), est indissociable de l'évolution de ce « modèle suédois », même si celui-ci est fondé sur des traditions bien plus anciennes de la société et de la politique suédoise.

Pendant 44 ans entre les années 1930 et les années 1970, les sociaux-démocrates ont été constamment au pouvoir, et ils le sont encore aujourd'hui malgré des interruptions et des affaiblissements notables. Mandats au parlement 1929-2014 :



Source : wikipedia.org

Les fondements du modèle suédois (Wojtek Kalinowski)

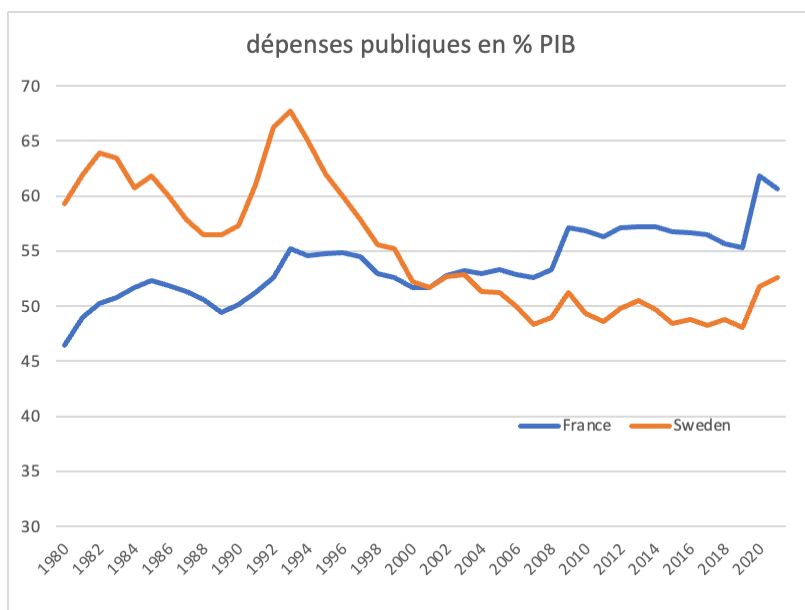
- **Le dialogue social.** Il joue un rôle clé pour le marché du travail avec une pratique de la coopération et du consensus. Malgré une baisse du taux de syndicalisation de 90 % dans les années 1970 à un taux de 72 % aujourd'hui, le marché du travail est toujours régulé essentiellement par les conventions négociées par les partenaires sociaux.
- **Des services sociaux.** Ils sont financés par l'impôt et accessibles à tous les citoyens, souvent sans condition de ressources. Le taux d'imposition sur le revenu marginal atteignait les 95 % dans les années 1970-1980 et se trouvait à 57 % en 2015. Il est à 45% en France.
- **Des assurances sociales.** Elles sont fondées sur un modèle universel avec un niveau de protection généreux sans différence statutaire.

« Tout au long des Trente Glorieuses, la Suède a offert l'exemple d'une société en voie de modernisation rapide, capable d'éradiquer en quelques décennies la pauvreté et la misère qui la marquaient encore très fortement au début du XXe siècle, d'élargir le champ des services sociaux et de moderniser l'économie par la voie du dialogue social plutôt que par celle de l'affrontement. »

Wojtek Kalinowski. Le modèle suédois est-il toujours social-démocrate ? L'Economie Politique n°073 - 01/2017

La crise des années 1990

- 1991-1993 : crise financière et récession (augmentation du chômage et de la dette publique)
- Réactions politiques :
 - Coupes budgétaires
 - Déréglementation des services postaux, des transports et des télécommunications
 - Ouverture des services d'éducation et santé aux acteurs privés
 - Suppression de nombreux postes de fonctionnaires

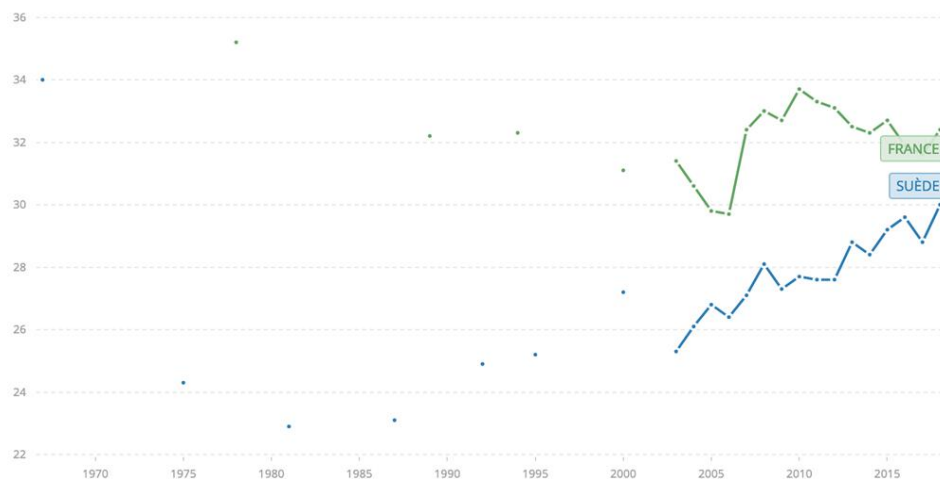


Évolution de la dépense publique totale, en pourcentage du PIB. Source : FMI

Depuis la crise, il y a eu deux gouvernements de centre-droit : *Bildt* (M) 1991-94 et *Reinfeldt* (M) 2006-14. Malgré leurs mesures politiques conservatrices-libérales, comme par exemple la réduction des impôts, on ne peut pas parler d'un changement complet du système, les fondements du modèle suédois restant en grande partie intacts. Cependant, le secteur public a beaucoup évolué depuis la crise : Il y a un recours fréquent aux méthodes du *New Public Management* (NPM, l'utilisation de méthodes du secteur privé pour accroître l'efficacité du secteur public), qui résulte dans une très haute flexibilité de l'emploi avec plus de contrats à durée limitée et plus d'emplois de consultants. Témoigne également de cette tendance le degré élevé d'agencification avec quelque 400 agences gouvernementales et administrations publiques – ce qui n'est pas forcément associé à l'optimisation des ressources... Mais au total la Suède obtient de bons résultats en termes de qualité des services publics. L'envers de ces réformes est cependant une montée des inégalités.

Aujourd'hui

La société suédoise est devenue moins homogène avec des inégalités de revenu qui sont reparties à la hausse depuis les années 1990. Le coefficient de Gini pour les revenus disponibles est passé de 0,2 en 1980 à 0,3 aujourd'hui.



Évolution du coefficient Gini (montée = montée des inégalités). Source : OCDE

Cette tendance tend à fragiliser le modèle suédois : « à partir du moment où les revenus de certains groupes augmentent plus vite que d'autres, les classes les plus aisées éprouvent une insatisfaction accrue à l'égard du secteur public, ce qui les incite à compléter le système commun avec des solutions privées et diminue leur consentement à l'impôt. Ces écarts grandissants – écarts de revenu, mais aussi inégalités devant l'emploi et devant les risques sociaux – séparent de plus en plus les groupes sociaux et déchirent ce tissu d'intérêts partagés qui fonde l'Etat-providence social-démocrate. »

Wojtek Kalinowski. Le modèle suédois est-il toujours social-démocrate ? L'Economie Politique n°073 - 01/2017

Néanmoins, la Suède reste parmi les pays les plus égalitaires. Malgré un taux d'emploi élevé de 77 %, il n'y avait par exemple en 2019 que 3,1 % de travailleurs sous-employés travaillant à temps partiel selon Eurostat (contre 5,6 % en France) et il faut en moyenne trois générations pour passer d'un revenu faible à un revenu moyen (OCDE : 5 générations).

Les partenaires sociaux suédois

Employeurs :

- **Confédération des entreprises suédoises** (*Svenskt Näringsliv*) : organisation patronale avec 60000 entreprises membres réparties dans 50 organisations membres
- « **Entrepreneurs** » (*Företagarna*) : réseau d'entreprises avec 60 000 entrepreneurs et 250 associations locales

Employés :

- **Confédération syndicale ouvrière** (*Landsorganisationen i Sverige*) : *LO*, liée au parti social-démocrate et regroupant 14 syndicats, principalement des « cols bleus »
- **Organisation centrale des fonctionnaires/employés** (*Tjänstemännens Centralorganisation*) : *TCO*, regroupant 17 syndicats, entre autres l'Union des enseignants (*Läraryrket*), syndicat avec 232 000 membres
- **Organisation centrale des diplômés** (*Sveriges Akademikers Centralorganisation*) : *SACO*, regroupant 26 syndicats qui représentent les intérêts des universitaires, entre autres le Syndicat national des enseignants (*Lärarnas Riksförbund*) avec ses 90 000 membres

Deux syndicats existent pour les enseignants : le Syndicat national des enseignants *Lärarnas Riksförbund* ne regroupe que les enseignants qualifiés (équivalent d'au moins bac +3) tandis que l'Union des enseignants *Läraryrket* regroupe toutes les personnes travaillant dans le secteur scolaire. *Läraryrket* envisage actuellement de changer de confédération pour devenir membre de l'Organisation centrale des diplômés -*SACO*. Si cette adhésion se concrétise, une fusion des deux syndicats d'enseignants est envisagée. Cela nécessiterait que les deux syndicats s'accordent sur la question du statut des enseignants : *Lärarnas Riksförbund* lutte pour une renationalisation de l'école tandis que *Läraryrket* se contente du statu quo jusqu'à présent.

Développement économique et situation d'emploi

La Suède a l'un des niveaux de vie les plus élevés du monde. L'économie de ce pays est très développée et orientée vers l'export, surtout dans le secteur manufacturier et les services à forte intensité de connaissances - comme la recherche ou les services TIC. Le pays dispose d'un stock important de matières premières (bois et minerais) et ses plus importantes sources d'énergie sont l'hydraulique et le nucléaire.

Chiffres de comparaison entre l'économie suédoise et l'économie française (Source : OCDE)

	SE	FR	UE
PIB (millions d'euros) 2021	530 404	2 483 617	14 447 941
PIB / habitant (millions d'euros) 2021	44 340	32 650	27 800
Dépenses publiques / PIB 2019	49,1 %	55,4 %	-
Inégalité des revenus (coefficient de Gini) ² 2019	0,28	0,29	-
Taux de pauvreté ³ 2019	9,3 %	8,4 %	-
Exportations / PIB 2021	46 %	30 %	51 %
Solde courant / PIB 2021	5,53 %	-0,58 %	2,43 %
Industrie / PIB 2017 ⁴	33 %	19,5 %	25 %
Émissions CO2 en millions tonnes 2017	37	312	2 854
Émissions CO2 / habitant en tonnes 2017	3,7	4,7	6,4

Chiffres d'emploi (Source : OCDE)

	SE	FR	UE
Taux d'emploi 2019	77 %	66 %	68 %
Taux de chômage 2021	8,8 %	7,9 %	7,1 %
Taux de chômage de longue durée ⁵ 2020	12 %	37 %	36 %
Taux de chômage de la population par origine 2019	4,5 % (née en SE) 15,5 % (née à l'étranger)	7,8 % (née en FR) 13,1 % (née à l'étranger)	-
Taux de chômage des jeunes ⁶ 2021	25 %	19 %	13 %
NEETs ⁷ 2020	7,6 %	15 %	-

² 0 = égalité totale ; 1 = inégalité totale

³ Personnes avec un revenu inférieur au seuil de pauvreté (= moitié du revenu médian de tous les ménages)

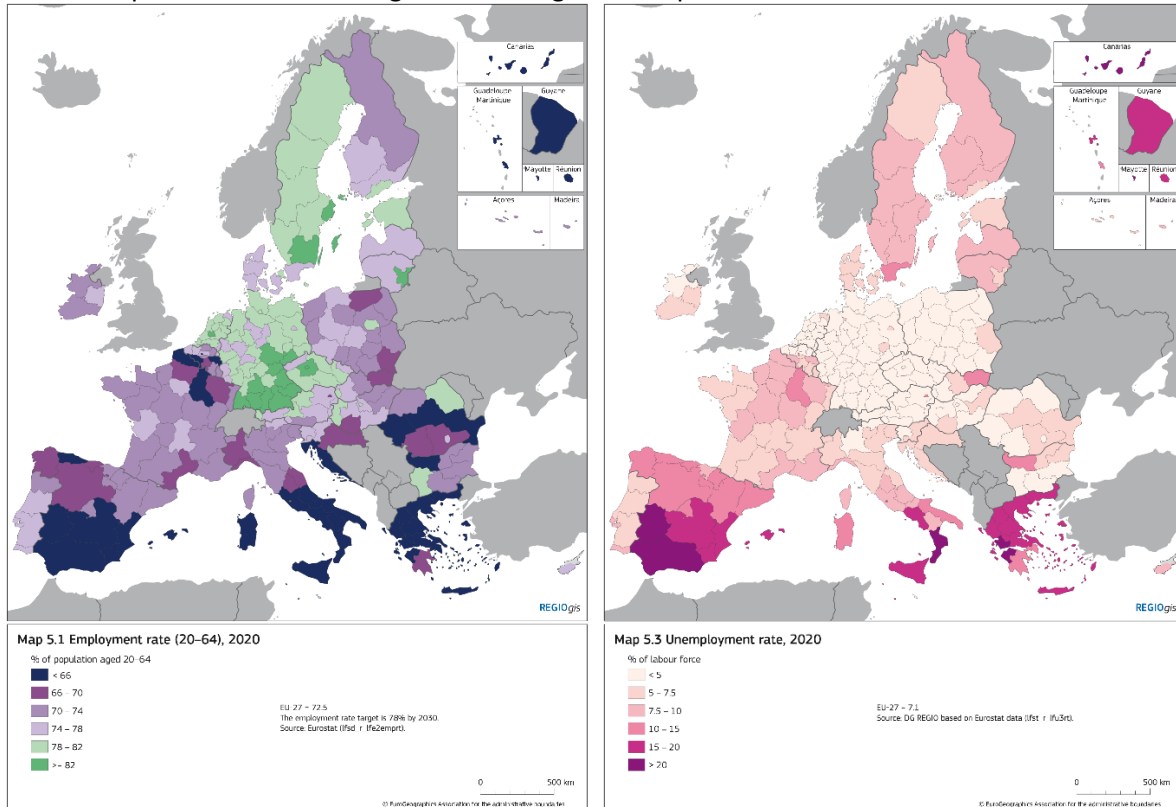
⁴ source : cia.gov

⁵ parmi les personnes en chômage

⁶ parmi la population active des jeunes (15-24 ans)

⁷ Jeunes (15-29 ans) sans emploi, éducation ou formation

Taux d'emploi et taux de chômage dans les régions européennes :



Source : 8e rapport sur la cohésion publié par la Commission européenne, février 2022

2) Éducation et apprentissage tout au long de la vie : comprendre les enjeux du système suédois

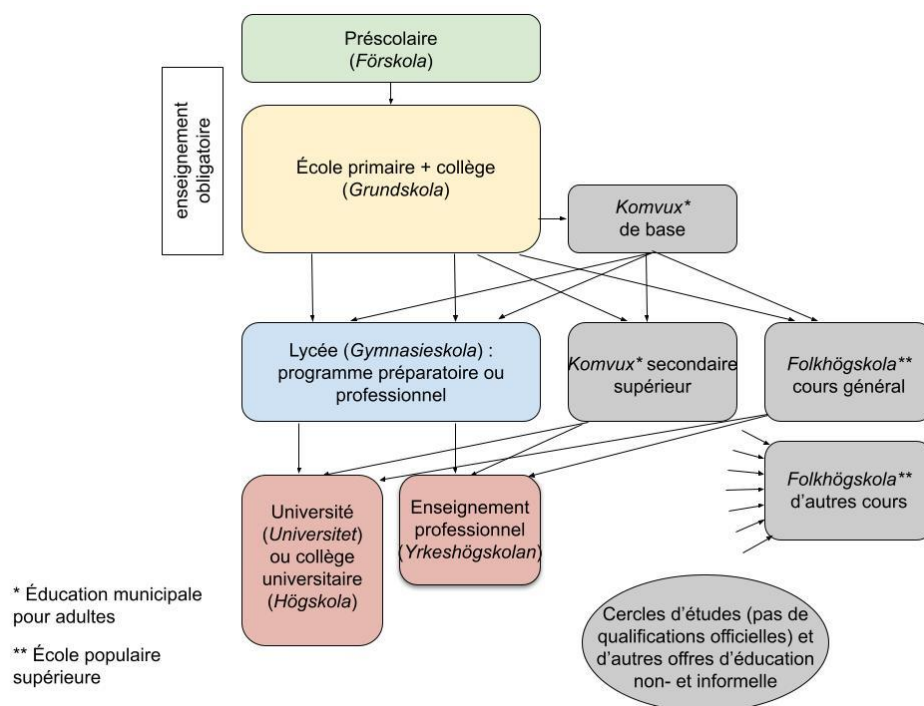
Cette section est dédiée au système éducatif de la Suède. Après un aperçu schématisé, **une première partie concerne les ressources et la gouvernance de l'éducation**. Cette partie inclut aussi quelques grands débats actuels de la société suédoise : c'est probablement la qualité de l'enseignement scolaire et la montée des inégalités dans les écoles qui suscitent le plus de discussions autour de l'éducation. Malgré un système d'éducation et de formation d'un niveau élevé, avec des résultats PISA supérieurs à la moyenne de l'OCDE, ce système s'est dégradé au cours des dernières décennies en termes d'équité et de qualité, même si on note un redressement des compétences de base sur les dernières enquêtes PISA. **Une deuxième partie dresse un panorama du système d'éducation formelle**, avec des détails sur la structure du préscolaire à l'enseignement supérieur. Et comme l'éducation englobe aussi d'autres domaines que le système scolaire classique, notamment l'éducation pour adultes, **une troisième partie est dédiée au concept d'apprentissage tout au long de la vie** et à l'éducation des adultes, auquel la Suède accorde une grande importance. De nombreuses passerelles existent entre ces formations et l'enseignement supérieur.

Comparaison du système d'éducation formelle entre la France et la Suède : Le système scolaire suédois a quelques points communs avec le système français, comme par exemple les trois années de lycée (*Gymnasieskola*) avec des orientations préparant à la vie professionnelle et aux études supérieures. Mais il y a d'importantes différences, comme le fait que l'école maternelle n'est pas obligatoire en Suède ou encore que les écoles primaires et les collèges ne sont pas séparés et font partie d'un même bloc (*Grundskola*).

Âge	France	Suède
< 6 ans	École maternelle	<i>Förskola</i>
6	École élémentaire	<i>Förskoleklass</i>
7		<i>Grundskola</i>
8		
9		
10		
11	Collège	<i>Gymnasieskola</i>
12		
13		
14		
15	Lycée général / professionnel	<i>Gymnasieskola</i>
16		
17		
18	Université & Grandes écoles / Établissements d'enseignement professionnel	<i>Universitet & Högskola / Yrkeshögskolan</i>
> 18 ans		

préscolaire enseignement primaire et secondaire (obligatoire) enseignement secondaire supérieur enseignement post-secondaire et supérieur en parallèle : éducation et formation des adultes

Schéma des trajectoires possibles dans le système éducatif en Suède, incl. l'éducation pour adultes :



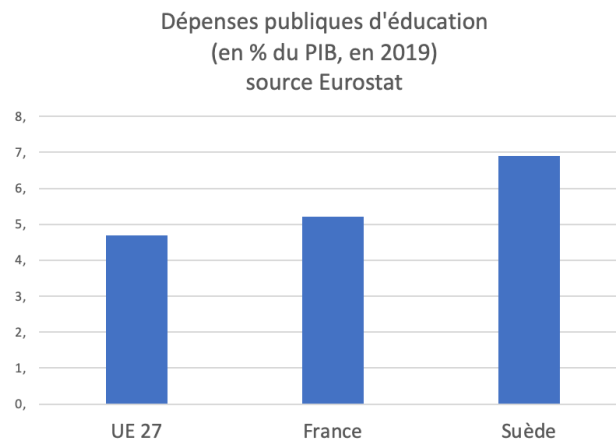
préscolaire enseignement primaire et secondaire (obligatoire) enseignement secondaire supérieur enseignement post-secondaire et supérieur en parallèle : éducation et formation des adultes (Komvux, Folkhögskola et d'autres)

Les différents niveaux d'enseignement sont décrits dans les parties "La structure du système d'éducation formelle" et "Offres d'éducation et de formation pour adultes".

Ressources, gouvernance et réformes récentes du système éducatif

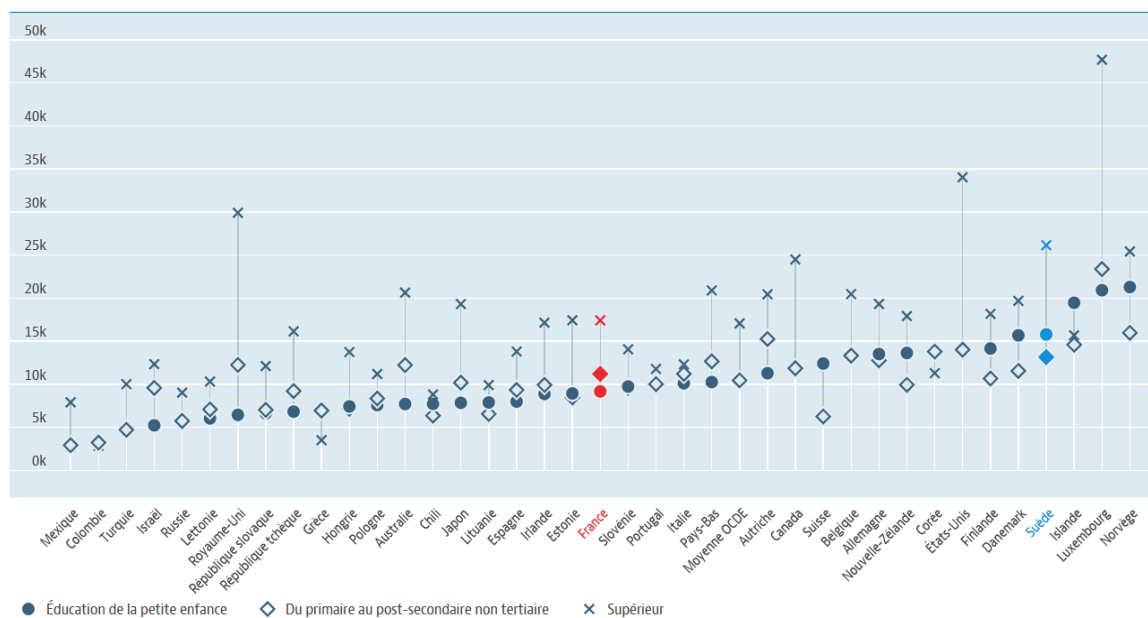
Ressources pour l'éducation

La Suède consacre d'importantes ressources à l'éducation, avec 6,9 % du PIB de dépenses publiques pour l'enseignement (FR : 5,2 %). Ces dépenses sont prises en charge à 80 % par les communes.



L'investissement éducatif se retrouve aux différents niveaux. La dépense par élève se détache particulièrement au niveau du supérieur et de la petite enfance.

Dépenses d'éducation dans les pays de l'OCDE, dollars US/étudiant, 2018 :



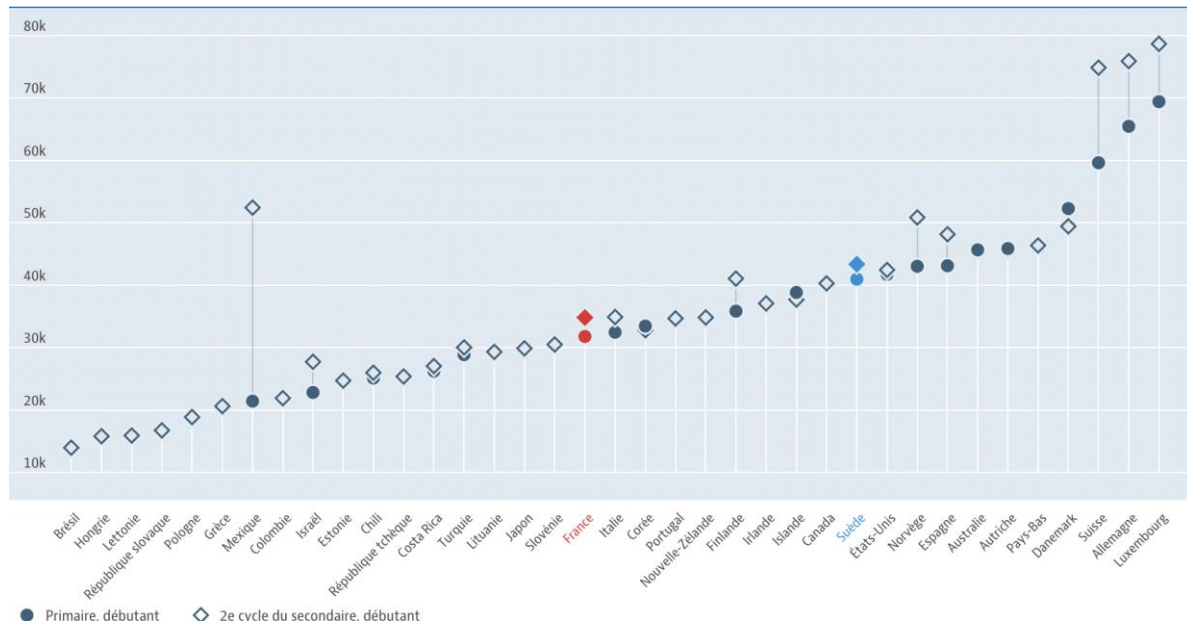
Source : OCDE

Rémunération des enseignants

En Suède, les enseignants des écoles primaires, secondaires et secondaires supérieures (lycée) gagnent mieux leur vie qu'en France - bien que la profession déplore une dégradation de son statut depuis plusieurs années. Ainsi, un enseignant du primaire en début de carrière gagne 41 000 euros annuels

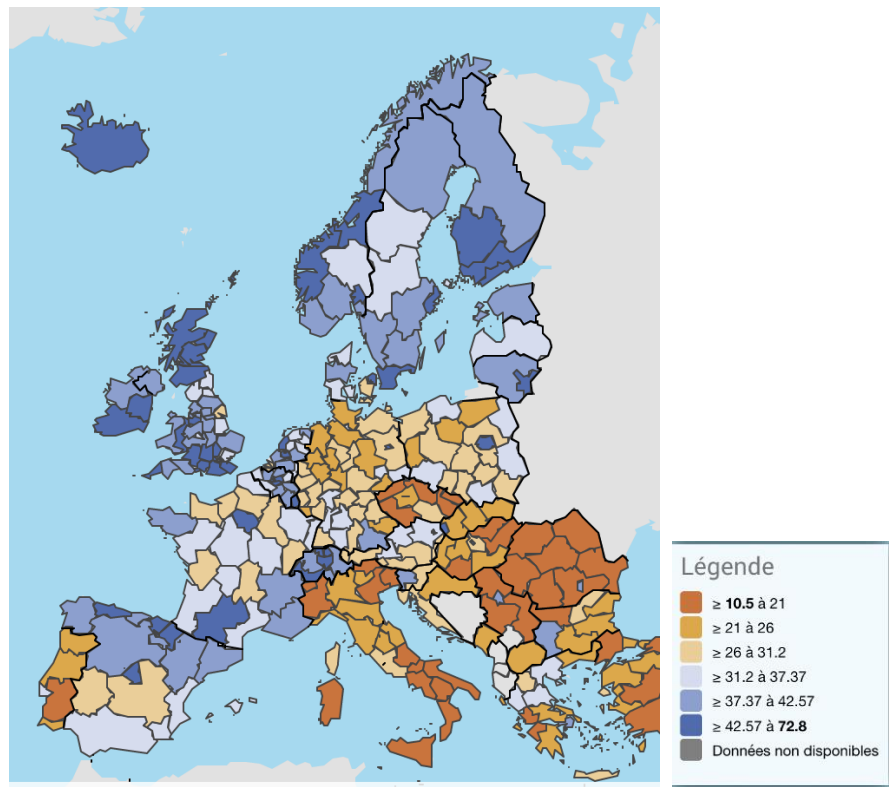
en Suède contre un peu moins de 32 000 euros en France. L'écart se résorbe cependant quelque peu après 15 ans de carrière, sans toutefois s'annuler.

Salaires des enseignants dans l'OCDE, dollars US, 2020 :



Niveau d'éducation

L'importance des dépenses consacrées à l'éducation se reflète notamment dans la masse de personnes ayant un niveau d'éducation élevé, qui, comme dans les autres pays scandinaves, est supérieure en comparaison européenne. Part des 25-64 ayant atteint un niveau d'étude supérieur :



En Suède, en 2021, parmi les 25 à 64 ans, 15 % n'avaient pas de diplôme équivalent au bac et 41 % n'avaient que le bac, tandis que 47 % étaient diplômés de l'enseignement supérieur. Pour la France, ces chiffres sont à 18 %, 41 % et encore 41 % respectivement, selon l'OCDE.

Décentralisation et privatisation

Le système scolaire suédois a été marqué par plusieurs réformes importantes ces dernières décennies. Deux réformes qui ont le plus fortement influencé le système et qui suscitent encore aujourd'hui des débats ont été menées au début des années 1990. Il s'agit de la **municipalisation** des écoles primaires et secondaires en 1990-91 et de l'introduction d'**écoles privées dites indépendantes** *Fristående skola*, appelées communément **Friskola** en 1992. Les propriétaires de ces écoles indépendantes peuvent être entre autres des fondations, des entreprises privées à but lucratif ou des organisations à but non-lucratif. Les objectifs de cette deuxième réforme étaient d'accroître la variété des écoles et d'améliorer le niveau de performance par la concurrence entre écoles. De plus, en donnant aux élèves et aux parents le libre choix de l'école, on voulait créer des incitations à la performance de l'ensemble des écoles. Enfin, les écoles rurales menacées de fermeture devaient bénéficier d'une seconde chance avec une nouvelle gestion privée.

Les communes, depuis ces réformes, ont un rôle clé dans l'éducation. Elles ont des compétences obligatoires pour :

- le pré-scolaire (*förskola*)
- l'école obligatoire (*grundskola*)
- le secondaire supérieur (*gymnasieskola*)
- l'éducation municipale pour adultes (*kommunal vuxenutbildning, Komvux*)
- l'enseignement du suédois pour les immigrants (*svenskaundervisning för invandrare, sfi*)
- l'éducation pour les personnes handicapées (*komvux som särskild utbildning, Särvox*)
- les centres périscolaires (*fritidshem*)

Le financement est assuré par les recettes fiscales des communes, complétées par une contribution de l'État tenant compte des capacités communales. Les communes peuvent soit gérer directement les établissements (salaires du personnel, investissements dans les équipements et les infrastructures, développement professionnel du personnel scolaire), soit financer des prestataires privés.

Les écoles indépendantes sont une alternative privée aux écoles publiques au niveau de la formation initiale, accueillies sur le territoire des communes :

- Toutes les écoles reçoivent de la commune le même argent par élève (*skolpeng*) pour couvrir les frais courants ; les écoles indépendantes sont ainsi principalement financées par les impôts, mais elles peuvent aussi accepter des dons;
- Les écoles indépendantes doivent être gratuites pour les étudiants et ouvertes à tous (exceptionnellement, une préférence pour des frères et sœurs, le temps d'attente ou la proximité géographique du domicile peuvent être des éléments de sélection);
- Parmi les écoles secondaires supérieures (équivalentes aux lycées) il y a presque autant d'écoles indépendantes que d'écoles municipales, mais il y en a moins parmi les écoles primaires.

L'Etat finance les universités publiques et accorde des subventions à certains établissements privés d'enseignement. Il exerce plus généralement les fonctions de définition des objectifs et d'évaluation, qui sont restées au ministère de l'éducation, secondé par toute une série d'agences :

- Ministère de l'éducation (Utbildningsdepartementet) : responsable pour les programmes d'enseignement et des directives
 - Agence nationale de l'éducation (Skolverket) : créée en 1991 pour garantir la qualité de l'enseignement ; responsable pour le système scolaire et préscolaire public et l'éducation des adultes ; missions diverses : préparer des critères de connaissance et des règlements, attribuer des subventions, fournir des programmes de formation aux enseignants ainsi que des certifications, soutenir les prestataires de services éducatifs, les employeurs et d'autres organisations pour améliorer la qualité de l'enseignement professionnel secondaire supérieur.
 - Inspection des écoles (Skolinspektionen) : supervision régulière dans chaque école tous les trois ans et contrôle de la qualité de manière aléatoire ou à la demande ; autorisation pour fonder une école ; gérer les plaintes.
 - Conseil des universités et collèges (Universitets- och högskolerådet - UHR) : soutien au secteur de l'éducation (fournir des informations et des services, gérer l'admission dans les universités).
 - Autorité de l'enseignement supérieur (Universitetskanslersämbetet - UKÄ) , analyse et évaluation de la qualité de l'enseignement, statistiques officielles, contrôle du respect des lois et règlements.
 - Agence nationale pour l'enseignement professionnel supérieur (Myndigheten för yrkeshögskolan) : surveillance réglementaire des programmes, inspection de la qualité des programmes, attribution de subventions gouvernementales, analyse du marché du travail et décision sur les nouveaux programmes proposés, études et statistiques .
- Commission de l'éducation (Utbildningsutskottet) du parlement (*Riksdagen*) : composée de 17 membres de tous les partis parlementaires ; préparation des questions sur lesquelles le parlement doit se prononcer (amendements législatifs, allocations financières, etc.).

Inégalités et qualité d'enseignement

En comparaison internationale, les élèves suédois témoignent de très bons résultats scolaires. Le pays est notamment avancé en matière d'égalité des sexes et montre peu de différences de performance entre filles et garçons. Un autre facteur d'équité est le fait que la sélection entre différentes orientations (préparatoire aux études ou à la vie professionnelle) se fait plutôt tard dans la vie des élèves, à 16 ans (OCDE : 14 ans). Peu de redoublements de classe présentent également un indicateur d'égalité : seulement 4 % des jeunes de 15 ans ont redoublé au moins une fois une classe dans leur vie (OCDE : 11 %).

Néanmoins, la Suède est confrontée à des problèmes en matière de qualité et d'égalité de l'enseignement, qui se reflètent aussi dans les résultats du programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE. A la suite des réformes scolaires des années 1990, les résultats de PISA des années 2000 et jusqu'en 2015 ont montré une baisse de l'équité et de la performance des élèves. La baisse de qualité de l'enseignement demeure également un sujet de débat public.

Les écarts de performances sont plus importants que dans la moyenne de l'OCDE : entre les élèves les plus performants et les moins performants, les élèves favorisés et défavorisés et les élèves immigrés et non immigrés.

Ces constatations ont conforté les opposants aux réformes dans leurs critiques. Dans tous les cas, les **débats sur les réformes** existent depuis leur introduction.

Sur la municipalisation des écoles :

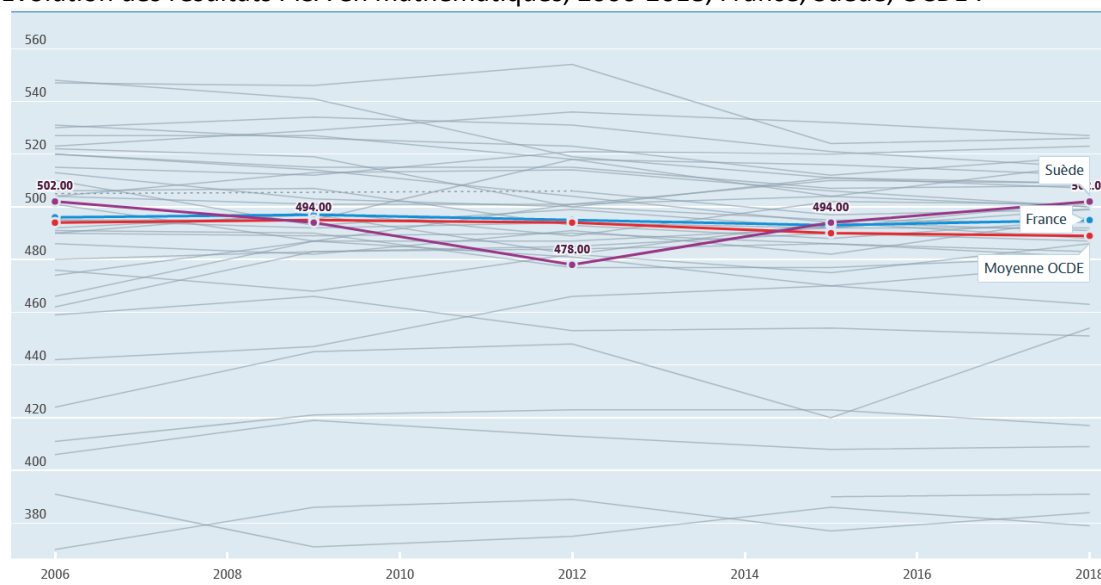
- Les enseignants déplorent une dévalorisation de leur profession car ils ne sont plus des salariés de l'État ;
- Enquête de *Skolverket* sur les municipalités en 2012 : dans la pratique, les exigences gouvernementales sont subordonnées aux priorités municipales et il n'y a pas assez de mesures pour accroître l'équité et pour améliorer les résultats scolaires ;
- Beaucoup de personnes souhaitent un contrôle national accru des écoles et ne pensent pas que les élus locaux en fassent assez pour la bonne qualité des écoles.

Sur la réforme de l'école indépendante *Friskolan* :

- Bilan : des résultats décevants en termes d'équité et de qualité et une critique croissante contre le fait que ces écoles puissent faire des bénéficiaires ;
- La concurrence entre écoles n'a pas amélioré la performance mais a conduit à une inflation de bonnes notes dans les écoles indépendantes ;
- Quelques faillites retentissantes (par exemple celle John Bauer Gymnasiet, entreprise scolaire suédoise fondée en 2000, vendue en 2008 à la société danoise de capital-risque Axcel et qui a fait faillite en 2013. Au moment de la faillite, le groupe JB scolarisait 10 500 élèves dans 30 unités scolaires différentes.) ;
- Plusieurs partis souhaitent changer les règles pour les écoles indépendantes afin de répondre à la ségrégation croissante : actuellement, il y a par exemple une proposition au parlement concernant le forfait municipal *skolpeng*, distribué à toutes les écoles - municipales et indépendantes - pour chaque élève. L'idée est de réduire cet argent pour les écoles indépendantes, car le coût moyen par élève en 2021 était de 108 100 SEK (10 450 €) en école primaire indépendante, mais de 118 200 SEK (11 430 €) en école primaire municipale.

Comme les débats le montrent, la Suède est consciente des enjeux de l'enseignement scolaire. Si les résultats PISA s'améliorent depuis 2015, des problèmes persistent. Il y a des propositions pour donner plus de poids et de responsabilité aux organismes d'État afin de garantir une éducation plus égalitaire dans tout le pays. Les méthodes de choix des écoles pourraient également être révisées afin d'encourager une répartition plus diversifiée des élèves dans les écoles.

Evolution des résultats PISA en mathématiques, 2006-2018, France, Suède, OCDE :



Source : OCDE. Les résultats en lecture et en sciences affichent un profil comparable entre la France et la Suède.

La structure du système d'éducation formelle

La partie suivante présente les différents types d'enseignement, de l'école maternelle à l'université.

L'enseignement scolaire

Pré-scolaire : *Förskola*

- Différentes formes de structures pré-scolaires
- **Facultatif**, sauf la dernière année qui est obligatoire, mais un taux très élevé de parents qui profitent du droit à une place pour leurs enfants (95 % des enfants de 3-5 ans sont scolarisés)
- **Payant** sauf la dernière année avant l'entrée à l'école (*Förskoleklass*) ; tarifs basés sur les revenus de la famille et le nombre d'enfants ; les enfants de 3 à 5 ans ont droit à un enseignement pré-scolaire public gratuit de 15h minimum par semaine

Enseignement primaire et secondaire : *Grundskola*

- 9 années d'enseignement obligatoire dans la même école
- **Gratuité** de l'école et du matériel pédagogique ainsi que les repas et les transports
- Notes à partir de la 6^e : sur une échelle à six niveaux (A-F)
- Cours d'anglais dès les premières années
- Tests nationaux en 3^e, 6^e et 9^e années pour garantir une évaluation équivalente de tous les élèves
- Pas d'examen final en 9^e, mais **une recommandation pour la poursuite de l'éducation**
- Inclusion des personnes en situation de handicap : SE comme modèle avec un enseignement spécial (*specialundervisning*) possible dans des petits groupes à l'école primaire ; peu d'enfants vont dans des écoles spéciales séparées (*särskola*) ; cependant, les écoles privées accordent moins d'importance à l'inclusion des enfants handicapés

L'accueil périscolaire au *Fritidshem*

- **Centre de loisirs** où les jeunes écoliers peuvent passer les journées avant et après l'école, souvent ouvert également pendant les vacances scolaires
- Toutes les municipalités sont tenues de fournir des services de garde après l'école aux élèves de moins de 13 ans qui fréquentent une école municipale, mais aussi pour les élèves des écoles indépendantes qui ne disposent pas d'un tel service
- Diverses activités et jeux pour les enfants, parfois en collaboration avec des organisations et des associations externes
- Objectif pédagogique : dispenser l'éducation via un apprentissage davantage mis en situation et fondé sur les intérêts et les besoins des élèves (le jeu comme élément important)
- *Nattis* : structures de garde d'enfants ouvertes le soir, la nuit, tôt le matin et le week-end, mais qui ne sont pas obligatoires pour les municipalités
- Environ la moitié des employés occupent un poste d'enseignement, mais seul un quart d'entre eux avaient la qualification correspondante en 2018. Introduction d'une licence obligatoire pour les enseignants du périscolaire en juillet 2019

Enseignement secondaire supérieur : *Gymnasieskola*

- 3 années d'enseignement dans un lycée : facultatif, mais suivi par la quasi-totalité des élèves
- **Gratuité** de l'école et du matériel pédagogique, souvent aussi les repas et le transport

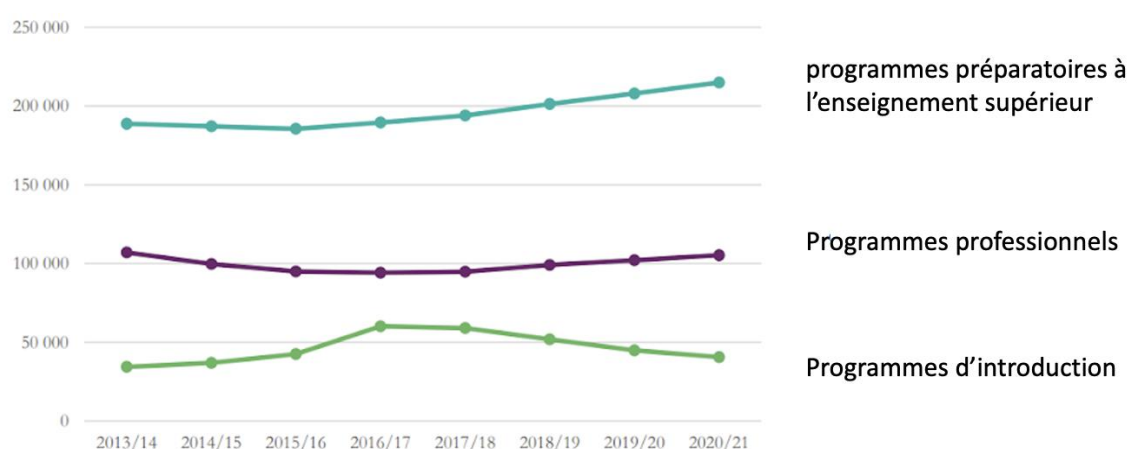
- Cours de base obligatoires : suédois, mathématiques, etc.
- **18 programmes nationaux différents** ainsi que des programmes d'introduction (par exemple pour les nouveaux arrivants) pour la préparation aux études ou à la vie professionnelle (voir tableau ci-dessous)
- Sur 360 000 élèves inscrits en 2020/21, 320 000 l'étaient dans un programme national : parmi eux, 67 % étaient dans un programme de préparation à l'enseignement supérieur et 33 % dans un programme professionnel (et 7% en alternance)
- **Programmes professionnels :**
 - Proposés soit sous forme de programme scolaire (minimum 15 semaines dans le milieu professionnel), soit sous forme d'apprentissage / alternance (minimum 1,5 ans en milieu professionnel)
 - Il y a des Conseils nationaux de programme avec des partenaires sociaux pour chacun des programmes professionnels : c'est une plateforme permanente de dialogue sur la qualité, le contenu et l'organisation des programmes entre les agences nationales et les parties prenantes. L'agence nationale de l'éducation prépare et dirige les réunions de ces conseils, qui se tiennent environ six fois par an.

La réforme Gy11 (2011)

- Réforme de l'enseignement secondaire supérieur pour mieux préparer les jeunes des programmes professionnels à la vie active et pour mieux préparer les jeunes des programmes préparatoires à l'université
 - Programmes professionnels avec davantage de matières professionnelles et moins de cours théoriques ; l'esprit d'entreprise est encouragé
 - Nouvelle formation en apprentissage comme voie alternative aux programmes professionnels classiques : plus de la moitié du temps de formation se passe sur un lieu de travail

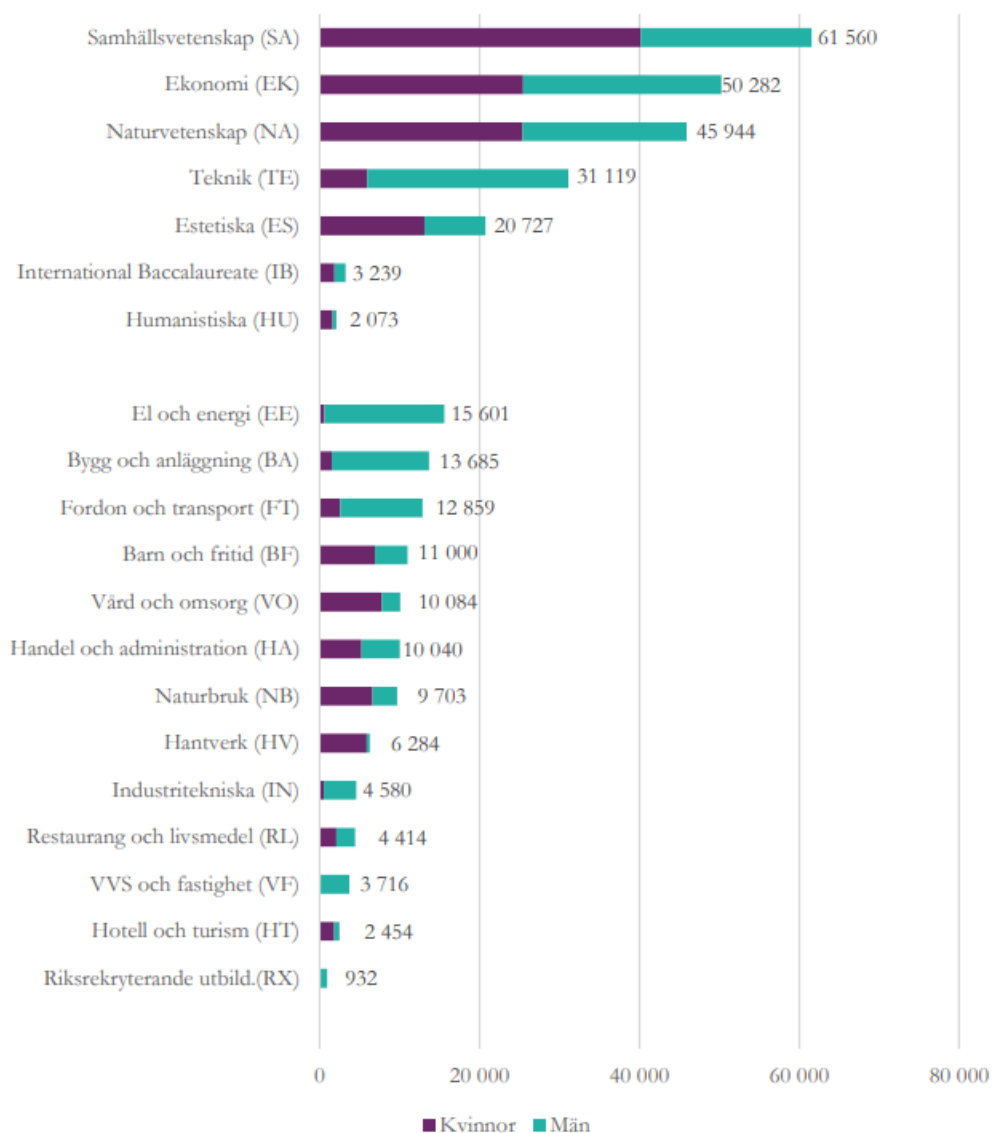
Avec la réforme, certaines classes d'enseignement général ont été supprimées dans les programmes professionnels. Cette démarche pour créer une alternative pour les élèves peu motivés par les études après l'école obligatoire est **en même temps critiquée**, car elle a entraîné la fin de l'éligibilité générale à l'enseignement supérieur pour tous les programmes. Les élèves des programmes professionnels ne peuvent plus automatiquement étudier à l'université mais doivent avoir suivi un certain nombre de cours spécifiques correspondants.

Evolution du nombre d'élèves au lycée 2013-2020 par type de programme (source : *Skolverket*)



6 programmes préparatoires Économie (EK) Esthétique (ES) Sciences humaines (HU) Sciences naturelles (NA) Sciences sociales (SA) Programme technologique (TE)	12 programmes professionnels Enfants et loisirs (BF) Bâtiment et construction (BA) Électricité et énergie (EE) Automobile et transport (FT) Commerce et administration (HA) Programme artisanal (HV) Hôtellerie et tourisme (HT) Technologie industrielle (IN) Agriculture naturelle (NB) Restauration et alimentation (RL) Plomberie et bâtiment (VF) Santé et soins (VO)	4 programmes d'introduction <i>Donner aux étudiants qui n'ont pas obtenu de note suffisante au cours de leur scolarité obligatoire pour être admis dans les programmes nationaux la possibilité de suivre des programmes individualisés, permettant soit d'intégrer un programme national soit de déboucher sur un emploi :</i> Choix en fonction du programme (IMV) Programme d'initiation professionnelle (IMY) Option individuelle (IMA) Introduction aux langues (IMS)
---	---	--

Nombre d'élèves au lycée par programme préparatoire ou professionnel en 2020 (source : Skolverket)



violet : femmes ; turquoise : hommes

voir tableau en haut pour la traduction des programmes

L'enseignement supérieur

L'enseignement supérieur est **dispensé dans les universités et les collèges universitaires**, ainsi qu'en partie dans d'autres établissements pour ce qui concerne l'enseignement professionnel supérieur. Il y a toujours des possibilités d'aides financières du Conseil suédois du financement des étudiants (*Centrala studiestödsnämnden, CSN*), un organisme gouvernemental dépendant du ministère de l'éducation : toute personne de moins de 54 ans peut demander au CSN une aide aux études (indépendamment de ses revenus ou ceux de ses parents) qui se compose d'une allocation et d'un prêt.

Enseignement professionnel supérieur / « postsecondaire » : *Yrkeshögskolan*

- Écoles professionnelles supérieures avec des programmes spécifiques
- **Gestion par** des universités, des acteurs privés de formation ou des autorités locales et régionales
- **Programmes de 1 à 2 ans** avec environ $\frac{3}{4}$ de cours théoriques et $\frac{1}{4}$ d'expérience professionnelle
- *Lärande i arbete (LIA)* : **principe d'apprentissage** dans un environnement de travail
- Obligation d'un diplôme correspondant au niveau secondaire supérieur (lycée) pour s'inscrire
- Les **candidatures** doivent être envoyées directement à l'école concernée, il n'y a pas de « guichet unique »
- Taux d'inscription croissant : programmes demandés par les étudiants et les employeurs
- Certains programmes ont des frais de scolarité, mais **la plupart sont gratuits**
- **Coopération entre les prestataires de formation et les employeurs** : les employeurs participent aux programmes dans des comités de pilotage, mais aussi en donnant des conférences, en participant à des projets ou en proposant des stages. Le Conseil du marché du travail (*arbetsmarknadsråd*) est un organe spécial rattaché à l'Agence nationale suédoise pour l'enseignement supérieur professionnel MYH : il soutient le gouvernement en fournissant des informations sur le marché du travail, les domaines professionnels en cours de développement, les nouvelles qualifications qui peuvent être requises et les qualifications qui doivent être éliminées. Les membres de ce conseil sont des représentants du service public de l'emploi (*Arbetsförmedlingen*) et les partenaires sociaux.
- Les programmes sont créés et abandonnés **en fonction de l'évolution du marché du travail**
- Programmes en partie financés par des fonds publics et en partie par les employeurs : l'Agence nationale suédoise pour l'enseignement supérieur professionnelle MYH approuve et alloue les subventions en fonction des demandes des prestataires de formation.

Enseignement supérieur : *Universitet & Högskola*

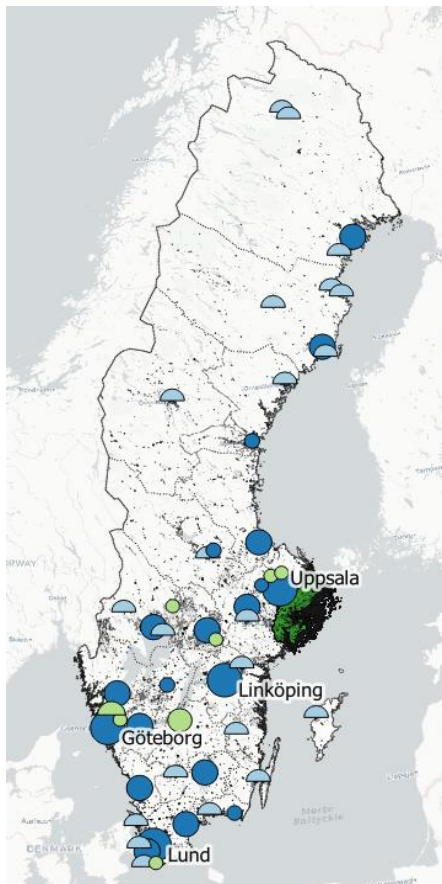
- Pour les diplômés du lycée qui ont suivi un programme préparatoire (le diplôme d'un programme professionnel ou de l'éducation municipale des adultes permet aussi d'étudier dans une université dans certaines circonstances)
- Il y a à peu près 50 établissements de l'enseignement supérieur, la plupart sont publics et financés par l'État
- Distinction entre université (*universitet*) et collège universitaire (*högskola*)
 - Universités (environ 18) : axées sur la recherche, peuvent délivrer des diplômes de doctorat
 - Collège universitaire (env. 29) : plus sur les sciences appliquées, souvent pas de doctorat
- **Forte autonomie** des établissements : les programmes et contenus sont décidés par les universités
- **Pas de frais de scolarité** pour les citoyens suédois et de l'Espace économique européen
- **Procédure d'admission** : Pour postuler à l'université, les lycéens doivent avoir achevé leurs études secondaires en ayant validé un niveau minimal en suédois, mathématiques et anglais. En 2016, 63

% des lycéens étaient dans ce cas. A ces prérequis de base, valables au niveau national, s'ajoutent des exigences spécifiques à chaque programme, déterminées par les universités mais dans un cadre fixé lui aussi par l'Etat. Dans les filières où les demandes dépassent la capacité d'accueil, les candidats sont sélectionnés soit en fonction de leur moyenne générale au lycée soit selon leur résultat à un test d'aptitude national, ouvert à tous, y compris aux adultes qui souhaitent reprendre des études. Chaque année, environ 130 000 personnes passent ce test, considéré comme une deuxième chance et un élément démocratique du processus de sélection. La loi impose aux universités de sélectionner au moins un tiers d'étudiants sur les résultats au test national. La sélection s'opère via une plate-forme d'admission centralisée sur laquelle les étudiants font des vœux, classés par ordre de priorité. Le système suédois n'offre pas de garantie de place dans l'enseignement supérieur.

Le développement de l'enseignement supérieur

Des réformes politiques relatives à l'accès à l'enseignement supérieur sont à l'ordre du jour depuis les années 1950, accompagnées d'une augmentation significative du nombre d'étudiants. Aujourd'hui, il y a 52 % de diplômés de l'enseignement supérieur parmi les individus âgés de 30 à 34 ans en Suède (3e taux en Europe). **L'enseignement à distance s'est fortement développé** et a été l'un des moyens d'élargir l'accès à l'enseignement supérieur pour les étudiants non traditionnels : Il a permis d'accroître la participation des étudiants adultes, des étudiants dont les parents ont un niveau d'éducation inférieur et des étudiants ayant des enfants de moins de 18 ans.

En même temps, **le taux d'abandon de l'enseignement supérieur est élevé**. Certains auteurs considèrent que la participation à l'enseignement supérieur est caractérisée par un système de "drop in - drop out", qui fait de l'université non seulement un établissement permettant d'obtenir un diplôme formel, mais aussi un lieu d'apprentissage tout au long de la vie.



La carte universitaire

- Campus principal d'une université publique où d'un collège universitaire public
- Campus annexe public ou antenne
- Campus principal d'une université privée où d'un collège universitaire privé
- Campus annexe privé ou antenne

Taille des cercles selon le nombre d'étudiants. Avec les noms des universités qui ont plus de 25 000 étudiants (il manque l'Université de Stockholm qui n'est pas représenté).

Points noirs : selon la densité de l'habitat

Zone verte : comté de Stockholm. Les campus à l'intérieur du comté de Stockholm ne sont pas représentés pour des raisons de lisibilité. Dans la région métropolitaine, il y a 10 établissements d'enseignement supérieur publics et au moins autant d'établissements d'enseignement supérieur privés.

Carte réalisée avec QGIS 3.10., Anna Luise Büttner, avril 2022

Débat sur la carte universitaire : dans l'histoire récente, il y a eu des fusions et des divisions d'universités. Plus récemment, **la tendance a été de centraliser l'enseignement supérieur** pour des raisons économiques. Une proposition assez extrême à cet égard a été faite en 2007 par le directeur de l'ancienne agence nationale pour l'enseignement supérieur, Anders Flodström : le chancelier des universités a déclaré que la Suède avait besoin de moins d'universités, car aucune ne faisait partie du groupe de leaders internationaux. Sa proposition consistait à transformer les 14 universités d'État en seulement cinq (Sud, Ouest, Linköping/Norrköping, Stockholm/Mälardalen et Norrland). Comme la carte le montre, cette proposition n'a jamais été mise en œuvre. Flodström a démissionné en 2010 en raison de désaccords avec le gouvernement sur un nouveau système de qualité et d'évaluation de l'enseignement supérieur.

Le cas de Mittuniversitetet - université en réseau ? Mittuniversitetet, au centre de la Suède, est une université issue d'un collège universitaire en 2005. Au cours des premières années, l'accent a été mis sur l'organisation d'une université multicampus et en réseau (avec des campus à Östersund, Sundsvall et Härnösand). C'était l'université ayant le plus grand volume d'enseignement à distance et en ligne au cours de l'année universitaire 2008/09. Cependant, l'enseignement sur le campus de Härnösand était devenu complètement dominé par l'enseignement à distance et en ligne, ce qui avait des conséquences sur les taux d'achèvement. Par la suite, le gouvernement centre-droit Reinfeldt a décidé en 2012 de réduire la mission éducative de l'université et a imposé des exigences accrues en matière de taux d'examen. En conséquence, le campus de Härnösand a été dissous en 2016 et ses activités transférées sur un autre campus.

Offres d'éducation et de formation pour les adultes

La Suède est connue pour sa **tradition d'apprentissage tout au long de la vie** et son système de la deuxième chance. En 2016, la Suède est, avec 64 % d'adultes en formation chaque année, le pays de l'OCDE avec le taux le plus élevé derrière la Suisse et la Nouvelle Zélande en ce qui concerne les adultes de 25 à 64 ans en éducation et formation formelle ou non-formelle⁸ (OCDE : 48 %, FR : 51 %). La participation à des activités éducatives supplémentaires dépend souvent des compétences en littératie, du niveau de formation, du milieu social et du fait d'être employé. Avec 50 %, la Suède est le pays avec le plus haut taux d'inactifs et sans-emploi dans les activités éducatives en 2016 (OCDE : 27 %, FR : 29%).

Les adultes en Suède, même s'ils sont déjà dans la vie active, peuvent facilement retourner à l'université ou aux écoles professionnelles supérieures. En dehors de cela, il existe également toute une série d'offres de formation parallèles pour les adultes. Les deux principales sont l'offre communale d'éducation pour adultes, mais qui peut être dispensée par des établissements privés, et des offres d'éducation populaire qui sont soutenues par des fonds publics.

Il existe enfin des formations non formelles organisées par des entreprises privées ou par les partenaires sociaux. Les coûts sont généralement couverts par l'employeur mais peuvent également être financés à travers des subventions publiques. L'Agence nationale suédoise pour la formation professionnelle supérieure MYH agréée ces prestataires et alloue les subventions. A partir de 2016, les qualifications et les certificats du secteur non formel et du secteur privé de la formation peuvent être référencés dans le cadre national des certifications suédoises, coordonné par l'agence MYH.

⁸ Description de l'OCDE : l'éducation formelle est l'éducation planifiée dispensée dans le système des écoles, collèges, universités et autres établissements d'enseignement formel qui constitue normalement une "échelle" continue d'éducation à temps plein pour les enfants et les jeunes.

Éducation publique des adultes

Le système scolaire public pour adultes est défini par loi depuis 2012 et comprend principalement l'**enseignement municipal pour adultes (komvux)**, mais également l'**éducation spéciale pour les personnes handicapées (särvtux)** et le **suédois pour immigrants (SFI)**. Les cours peuvent être combinés entre ces trois rubriques. Ils doivent être basés sur les besoins et les exigences de l'individu (accessibilité et flexibilité en termes de temps, lieu, savoir et compétences). Les adultes doivent avoir la possibilité de développer leurs connaissances et leurs compétences afin de renforcer leur position dans la vie professionnelle et sociale et de promouvoir leur développement personnel.

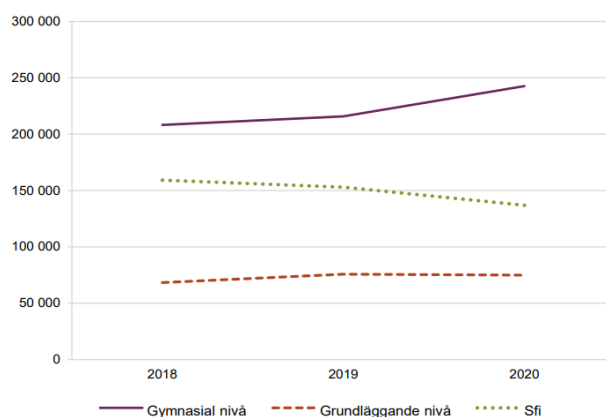
Enseignement municipal pour adultes (komvux⁹)

- Cours au niveau de l'enseignement secondaire et secondaire supérieur
- Créé en 1968 pour les adultes sans diplôme de l'enseignement primaire ou secondaire, ou qui souhaitent compléter leur diplôme par des cours qui sont nécessaires pour certaines études
- **Responsabilité des municipalités** ; elles peuvent sous-traiter une partie de l'offre à d'autres prestataires
- Les offres devraient être conçues en collaboration avec d'autres acteurs, tels que les employeurs
- Il y a des cours nationaux, des cours individuels, et des cours qui répondent à des besoins spécifiques (par exemple : fournir les aptitudes à l'étude ; tutorat dans la langue maternelle)
- Possibilité de valider certains modules par des procédures de **validation des acquis**

Quelques chiffres (2020) :

400 000	Participants dans les <i>Komvux</i> , ce qui correspond à environ 7 % des 20-64 ans
33 ans	L'âge moyen des participants (nés en Suède : 28 ans, nés à l'étranger : 34 ans)
60 %	Femmes parmi les participants
69 %	Réussite (= participants qui terminent les cours avec une note de passage)
44 %	Établis sur le marché du travail un an après la fin des cours, pendant que 18 % commencent des études dans l'enseignement supérieur
75 000	Participants au niveau de base (dont 95 % nés à l'étranger)
243 000	Participants au niveau secondaire supérieur (dont 46 % nés à l'étranger) <ul style="list-style-type: none">• dont 44 % en cours professionnel : le plus grand nombre en « santé et soins » (17 900) et « enfants et loisirs » (9 500)

Nombre de participants dans des cours au niveau secondaire supérieur (*gymnasial nivå*), des cours de base (*grundläggande nivå*), et des cours de suédois pour immigrants (*sfi*) entre 2018 et 2020 :



Source : Skolverket

⁹ Autres termes courants pour les *Komvux* : *lärcentrum*, *utbildningscentrum*, *kunskapscentrum* (centre d'apprentissage, centre d'éducation, centre de connaissances)

Éducation populaire financée par des fonds publics

La Suède possède aussi **une longue tradition d'éducation libérale des adultes** (*folkbildning*), un type de formation non formelle caractérisée par le fait d'être «libre et volontaire», proposée en dehors du système scolaire. Elle est dispensée dans les écoles populaires (*folkhögskolor*) et dans les associations de formation des adultes (*studieförbund*), qui ne sont pas limitées par des programmes ou des cursus déterminés par l'État. **Chaque école** populaire supérieure ou association d'éducation des adultes **décide du contenu et de l'organisation de ses propres offres éducatives**. Ces offres sont proposées par de nombreux acteurs différents, mais sont toutes financées et donc contrôlées à un certain degré par le **Conseil national de l'éducation des adultes** (*folkbildningsrådet*). Ce conseil est une association à but non lucratif mais à laquelle le gouvernement a délégué certaines de ses missions. En 2009, il y avait près de 200 000 participants dans les cours organisés par les écoles populaires supérieures et 276 000 personnes ont participé à des cercles d'études des associations éducatives (2008).

Écoles populaires supérieures (*folkhögskola*)

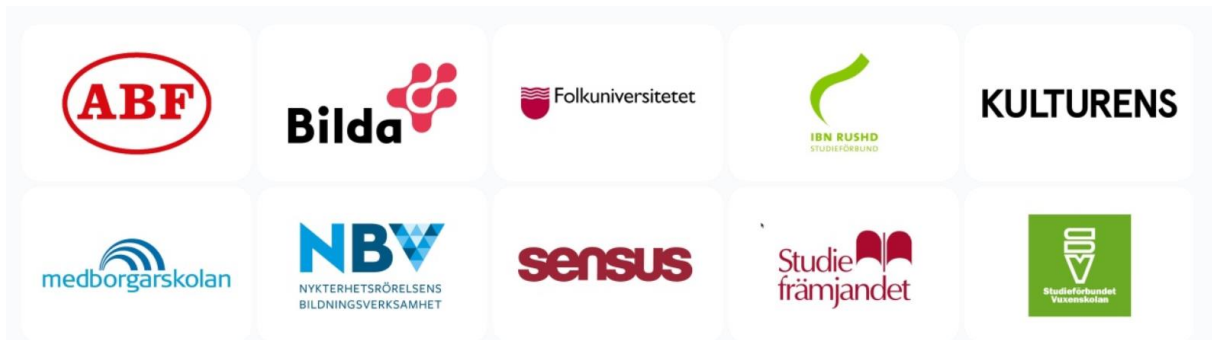
- **Créées depuis la deuxième moitié du 19^e siècle**, elles ont comme objectif le développement personnel des adultes ainsi que la préparation à la poursuite des études et du travail
- 155 écoles populaires supérieures, réparties dans tout le pays, y compris dans les zones rurales
- 113 d'entre elles sont gérées par des mouvements populaires et des associations à but non lucratif et 42 d'entre elles sont gérées par des régions suédoises.
- **Cours général** pour les personnes qui n'ont pas terminé l'enseignement de base ou secondaire supérieur (alternative au Komvux)
- D'autres cours : **cours spécifiques** sur un sujet particulier, cours de courte durée, cours d'été, etc.
- **Études gratuites** pour les participants, qui peuvent aussi demander un prêt étudiant de l'État et souvent profiter de logements résidentiels proposés sur place
- **Pédagogie** des cours : participation active, discussions, apprentissage collaboratif
- **Pas de cadre national** : les cours et les programmes ne sont pas déterminés par le gouvernement central ; il existe de nombreux profils spécifiques d'écoles
- Formation des enseignants assurée par l'université de Linköping
- Près de 25 % des participants des cours de longue durée ont un **handicap** (neuro psychiatrique, mental, dyslexie, etc.) et souvent des cours spécifiquement destinés aux personnes avec handicap sont proposés
- De plus en plus d'antennes dans les banlieues des grandes villes afin d'atteindre les nouveaux arrivés : 46% des participants au cours général ont un **parcours étranger** en 2019
- 2 400 personnes parmi les participants au cours général ont pu obtenir un accès à l'enseignement supérieur en 2019



Folkhögskola localisations en Suède. Source : folkhogskola.nu

Associations éducatives (*studieförbund*)

- 10 associations d'études soutenues par divers mouvements populaires et autres organisations, bénéficiant de subventions publiques
- L'association éducative des travailleurs ABF (*Arbetarnas bildningsförbund*) du mouvement ouvrier est la plus grande association
- **Activités** : organisation de séminaires, de programmes culturels et de cercles d'étude (*studiecirkel*) plus ou moins longs et gratuits pour les participants
- **Une variété de sujets** : certains avec un apprentissage assez formel (langues), d'autres plutôt culturels (tricot, peinture, musique) – mais il n'y a pas de qualification officielle à obtenir
- Idée de contribuer au bien-être personnel des participants qui peuvent créer un réseau social et participer à des activités qui ont du sens (important par exemple pour des personnes âgées)
- Le groupe d'intérêt des 10 associations d'études (*studieförbunden i samverkan*) est membre du Conseil national de l'éducation des adultes (*folkbildningsrådet*) qui finance les activités éducatives de ces associations



Les 10 associations éducatives. Source : studieforbunden.se

Réponses gouvernementales récentes relatives au développement des compétences

Selon les chiffres actuels, la Suède est dans **une situation favorable de marché du travail**. Néanmoins, et malgré un modèle innovant et flexible d'enseignement professionnel qui implique les employeurs, **la pression sur le système de formation** pour mieux répondre à l'évolution de la demande de compétences pour le marché du travail augmente. **La coopération entre les prestataires de formation et l'implication des partenaires sociaux** dans l'enseignement professionnel pourraient encore être renforcées. Il y a également encore trop de désavantages pour les jeunes et les travailleurs peu qualifiés sur le marché d'emploi. Sont également en difficulté les régions où une faible productivité et une main-d'œuvre peu qualifiée constituent un obstacle à la création d'emploi.

Ces dernières années, le gouvernement a réagi aux problèmes d'adéquation entre l'offre et la demande de compétences et a pris quelques initiatives, sans qu'on puisse encore en tirer un bilan. Dans un contexte marqué par la transition climatique, la numérisation et l'amélioration de la santé, qui vont accroître les exigences en matière de compétences, **l'objectif est de mieux équiper les individus** face à un marché du travail en mutation **et de permettre aux entreprises de se développer** en attirant les compétences dont elles ont besoin pour être compétitives sur le marché mondial.

- Le **Programme de partenariat pour l'innovation** vise à accroître l'offre de compétences et d'apprentissage tout au long de la vie. Plusieurs groupes de travail composés chacun d'une vingtaine d'experts et de représentants de grandes et petites entreprises, d'universités et d'établissements d'enseignement supérieur, d'agences gouvernementales et de la société civile, ainsi que de la sphère publique, sont chargés de proposer des solutions innovantes aux défis identifiés (Infrastructure numérique pour l'apprentissage tout au long de la vie ; identification des besoins de compétences ; incitations à l'apprentissage tout au long de la vie, etc.)
- Le gouvernement a notablement accru les moyens de la **politique de l'emploi après la pandémie Covid-19** dans la loi de finances 2022 : renforcement du service public de l'emploi (*Arbetsförmedlingen*), développement de l'accès des demandeurs d'emploi à un service de placement (job-matching) ou à une formation professionnelle, renforcement du fonds d'assurance chômage, mesures pour les demandeurs d'asile...
- Un changement très important pour le marché du travail interviendra avec un nouveau paquet de transition : en mars 2022, le gouvernement a décidé du **projet de loi "Flexibilité, adaptabilité et sécurité sur le marché du travail"**. Ce projet de loi est basé sur un accord entre le gouvernement et le parti du Centre qui se fonde sur l'accord de janvier 2019. Il sera prochainement soumis au parlement pour examen afin d'entrer en vigueur le 30 juin 2022. Les propositions sont conformes à un accord de principe avec les partenaires sociaux. Ce paquet législatif comprend plusieurs axes :
 - Une réforme du droit du travail, donnant aux employeurs plus de flexibilité pour résilier les contrats de travail notamment, et aux employés plus de sécurité en termes d'horaires de travail et de formes d'emploi.
 - **Un nouveau schéma de financement des transitions professionnelles.** Il vise en particulier les personnes en milieu de vie, avec des enfants, des prêts immobiliers et des dépenses fixes, qui ne considéraient pas auparavant la requalification comme une alternative viable. L'objectif est de faciliter la reprise des études ou d'une formation complémentaire, en tenant compte des besoins du marché du travail, grâce à un financement renforcé par rapport à la bourse d'études régulière. Ce financement sous forme de bourses et de prêts équivaldra à au moins 80 % de leur salaire dans la grande majorité des cas pendant une durée pouvant aller jusqu'à un an. Une "allocation de base à la reconversion et aux compétences" est prévue pour les personnes qui ne sont pas couvertes par des conventions collectives.
 - **Le coût total estimé des réformes** est d'environ 11 milliards de SEK par an, lorsque les réformes seront pleinement opérationnelles (en 2026).

3) Les terrains d'étude : Stockholm et Södertälje

Cette dernière section dresse le portrait du comté de Stockholm et des communes de Stockholm, capitale de la Suède et de Södertälje, située en bordure sud-ouest du comté.

Comté de Stockholm (*Stockholms län*)

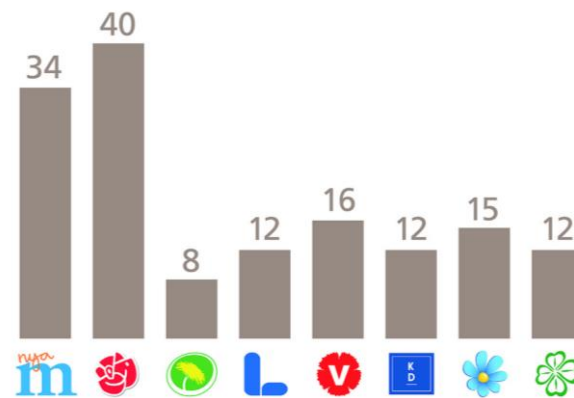
- 26 communes
- 2.4 millions d'habitants
- Les plus grandes villes (2018) :
 - Stockholm, 1 583 374 habitants (unité urbaine)
 - Upplands Väsby och Sollentuna, 144 826 habitants
 - Södertälje, 73 387 habitants



Les communes de Stockholm. Source : dhr.se

L'assemblée de la région de Stockholm est responsable de certaines fonctions collectives au sein du comté. Ses 148 membres se retrouvent 8 fois par an. Les opérations sont financées principalement par la taxe régionale (taux d'imposition des habitants à hauteur de 12,08 %) et sont réalisées à la fois sous la propre gestion de la région de Stockholm et par des prestataires. **Les dépenses les plus importantes concernent les soins de santé et les transports publics.** Le budget 2021 de la région est d'environ 113 milliards de SEK et répond à l'exigence d'équilibre budgétaire. Les élections de l'assemblée ont lieu en même temps que les élections parlementaires et municipales. La prochaine élection aura lieu le 11 septembre 2022.

Répartition actuelle des sièges à l'assemblée :



Moderaterna 34. Socialdemokraterna 40. Miljöpartiet 8. Liberalerna 12.
Vänsterpartiet 16. Kristdemokraterna 12. Sverigedemokraterna 15. Centerpartiet 12.

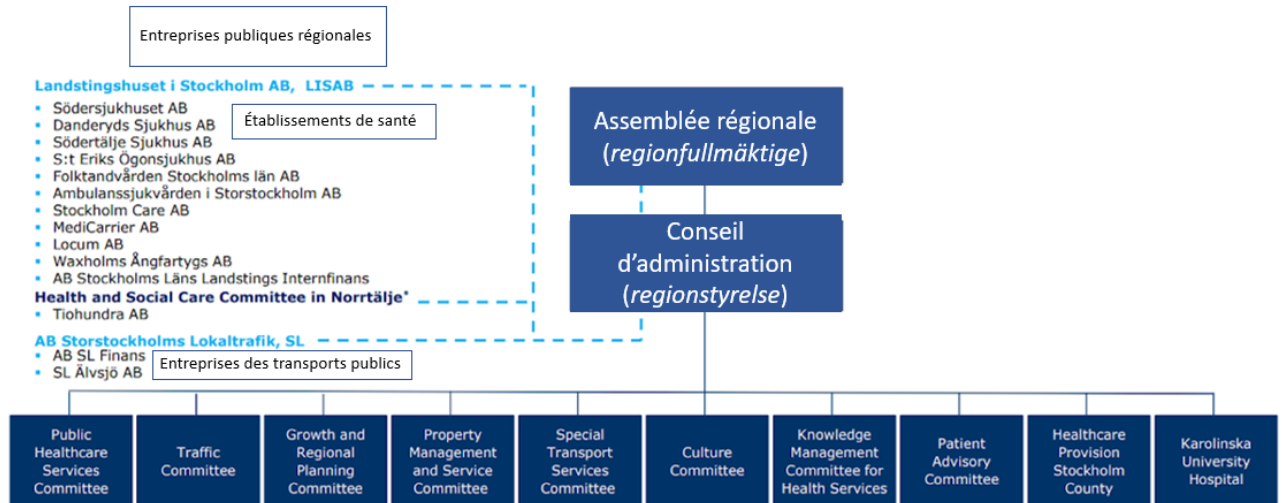
Source : Région de Stockholm, regionstockholm.se

Coalition : modérés (34), verts (8), libéraux (12), démocrate-chrétiens (12), centre (12)

Opposition : social-démocrates (40), gauche (16), national-conservateurs (15)

Structure de gouvernance de la région :

Region Stockholms organisation 2019-2022



Source : Région de Stockholm, regionstockholm.se

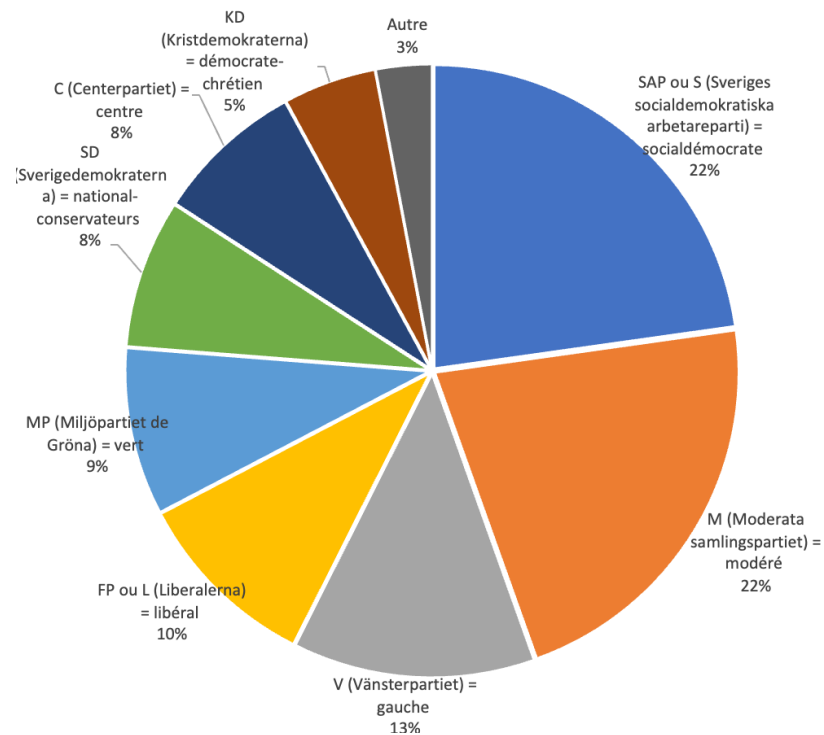
Commune de Stockholm (*Stockholms stad*)

- 978 770 habitants, dont un tiers d'origine étrangère¹⁰
- Unité urbaine : 1,5 millions d'habitants
- Maire : Anna König Jerlmyr, parti modéré, depuis 2018

¹⁰ personnes nées à l'étranger et personnes nées dans le pays dont les deux parents sont nés à l'étranger

- **Conseil municipal (kommunfullmäktige) :**
 - 101 membres élus au système proportionnel pour 4 ans
 - Réunions deux fois par mois, ouvertes au public
 - Élection d'un comité exécutif municipal (*kommunstyrelse*), composé de 13 membres
- **13 districts :** dans chaque district, il y a un comité de district nommé par l'assemblée, composé de 11 à 13 membres, et une administration de district qui en dépend.
- **40 000 employés** à la commune

Composition du conseil municipal depuis les élections de 2018 :



Les districts de la commune :

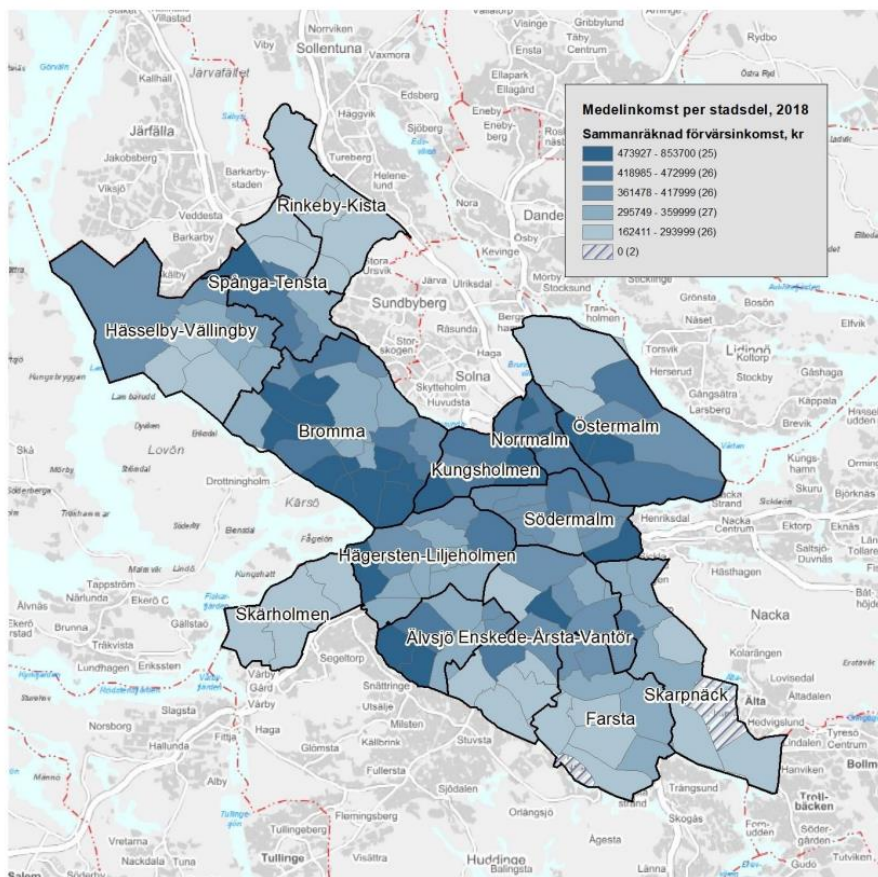


Démographie, structure sociale et situation du marché immobilier :

- Stockholm est une ville en pleine croissance avec de nouveaux habitants venant du reste du pays et de l'étranger : avec 750 348 habitants en 2000 et 975 551 habitants en 2020, la ville a connu une **croissance d'à peu près 30 % en 20 ans**
- Le parc et la construction de logements ne répondent pas à cette croissance : **10 ans d'attente pour trouver un appartement** à Stockholm en 2020
- Les 5 pays de naissance les plus courants des immigrants à Stockholm sont la Finlande, l'Irak, la Pologne, la Syrie et l'Iran

La crise du logement en Suède : le marché de la location en Suède est dominé par le secteur public et en particulier par les régies municipales. L'achat d'un logement dans le but de le louer est limité, tant par des normes sociales que par la législation suédoise. La réglementation des loyers, [...] socle de l'État providence suédois, est accusée d'avoir découragé le développement de projets immobiliers. Dans cette situation, **la construction de nouveaux logements ne suit pas l'évolution de la population**. Le nombre d'appartements disponibles est bien inférieur à la demande, en particulier dans les villes universitaires ainsi que dans les agglomérations du sud du pays qui concentrent les migrations nationales et internationales. Près de 300 000 jeunes adultes suédois entre 20 et 27 ans n'ont pas accès à un logement. Beaucoup d'entre eux sont obligés de se tourner vers des sous-locations plus onéreuses et instables. Les listes d'attentes auprès des régies municipales pour accéder au marché public s'étirent plus que de raison. Teva Meyer, 2017

Revenu moyen de la population âgée de 20 ans et plus en SKR en 2018 :

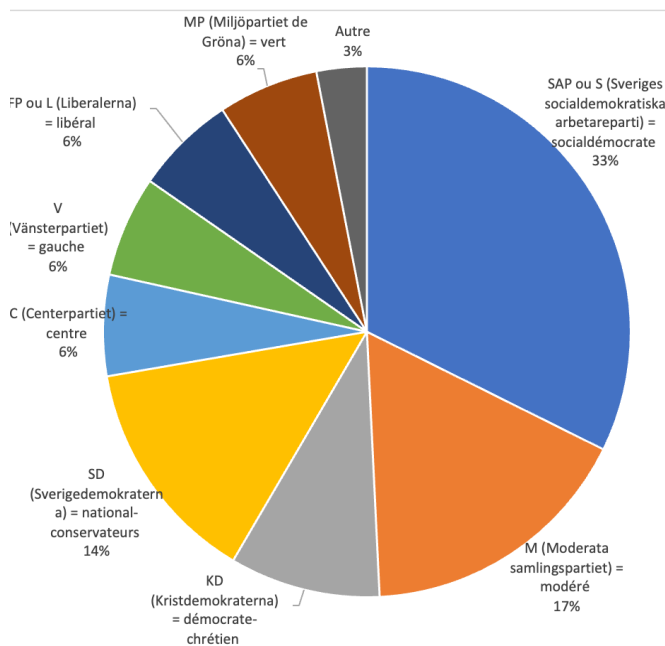


Source : Rapport annuel de la ville de Stockholm, 2020 : Revenus à Stockholm en 2018 (en suédois)

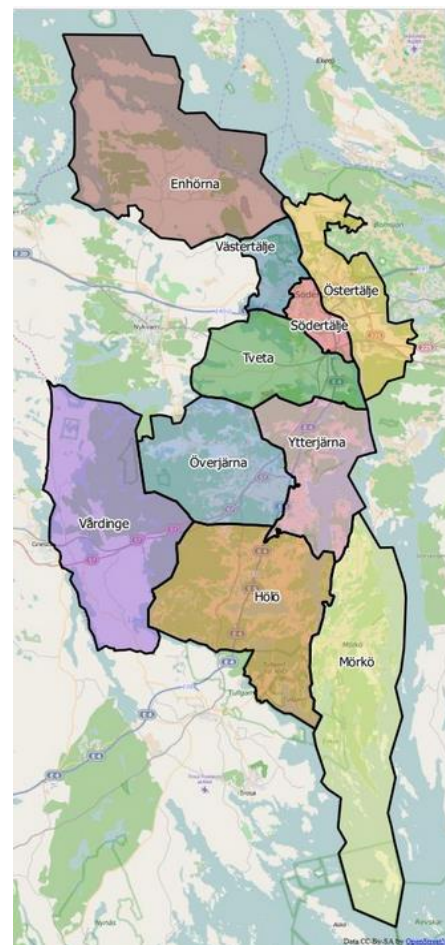
Commune de Södertälje (*Södertälje kommun*)

- Commune de Södertälje : **101 200 habitants**
- District (chef-lieu) de Södertälje : 72 700 habitants
- **54 % de la population de la commune est d'origine étrangère** en 2018, surtout d'Irak, de la Syrie, et de la Finlande
- Maire : Boel Godner, parti social-démocrate, depuis 2011
- **Conseil municipal (*kommunfullmäktige*)** :
 - 65 membre élus au système proportionnel pour 4 ans
 - Élection d'un comité exécutif municipal (*kommunstyrelse*), composé de 12 membres
- **10 districts**, dont Enhörna, district rural au nord avec 3 200 habitants (visite)
- Les plus grands **employeurs** :
 - Scania AB, fabricant de camions et d'autobus (plus de 9 000 personnes)
 - La municipalité (plus de 5 600 personnes)
 - AstraZeneca, fabricant de médicaments (plus de 3 000 personnes)

Composition du conseil municipal depuis les élections de 2018



Les districts de la commune :



Bibliographie

Les références marquées d'une astérisque sont disponibles sur le site de l'Ihédate. Celles marquées de deux astérisques sont vivement recommandées.

Adult Education and Training in Sweden - fact sheet. Ministry of Education and Research Sweden, septembre 2013.

* Country Note Sweden. Education at a Glance 2021: OECD Indicators. OCDE, 2021.

Employment Policy Brief Sweden. Better Policies Series. OCDE, mars 2015.

* Kalinowski, Wojtek. Le modèle suédois est-il toujours social-démocrate ? L'Economie Politique n°073 - 01/2017.

Kalinowski, Wojtek. Modèle suédois - Et si la social-démocratie n'était pas morte ? Éditions Charles-Léopold Mayer, 2017.

** Charles Nicolas, Delès Romain. Les conceptions de la justice sociale en Europe. Le cas de l'accès aux études supérieures. L'Année sociologique, 2020/2 Vol. 70, pages 313 à 336

* L'Europe de l'éducation en chiffres 2020, 3e édition. Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP, ministère de l'Éducation nationale et ministère de l'Enseignement supérieur), 2020.

Nouveau (8e) rapport sur la cohésion. Commission européenne, février 2022.

Promoting well-being and inclusiveness in Sweden. Better Policies Series. OCDE, août 2016.

The Swedish Folk High School. Folkhögskolornas informationstjänst, janvier 2016.

Thunborg, Camila et Bron, Agnieszka. Sweden: Higher Education and Lifelong Learning in Sweden. Global Perspectives on Higher Education and Lifelong Learners, pp. 105–19, Routledge, 2012.

* Vocational education and training in Europe: Sweden. Swedish National Agency for Education, Cedefop, 2019.

Billet d'humeur : Non la Suède n'est pas un modèle de réforme territoriale. Teva Meyer, 08/10/2016. hypothese.org [[lien](#)]

Comprendre la Suède en cartes (1-23). Teva Meyer, 2016-2017. hypothese.org [[lien](#)]

Éducation - Données. OCDE, 2022. data.ocde.org [[lien](#)]

Emploi - Données. OCDE, 2022. data.ocde.org [[lien](#)]

Local self-government. SKR, janvier 2022. skr.se [[lien](#)]

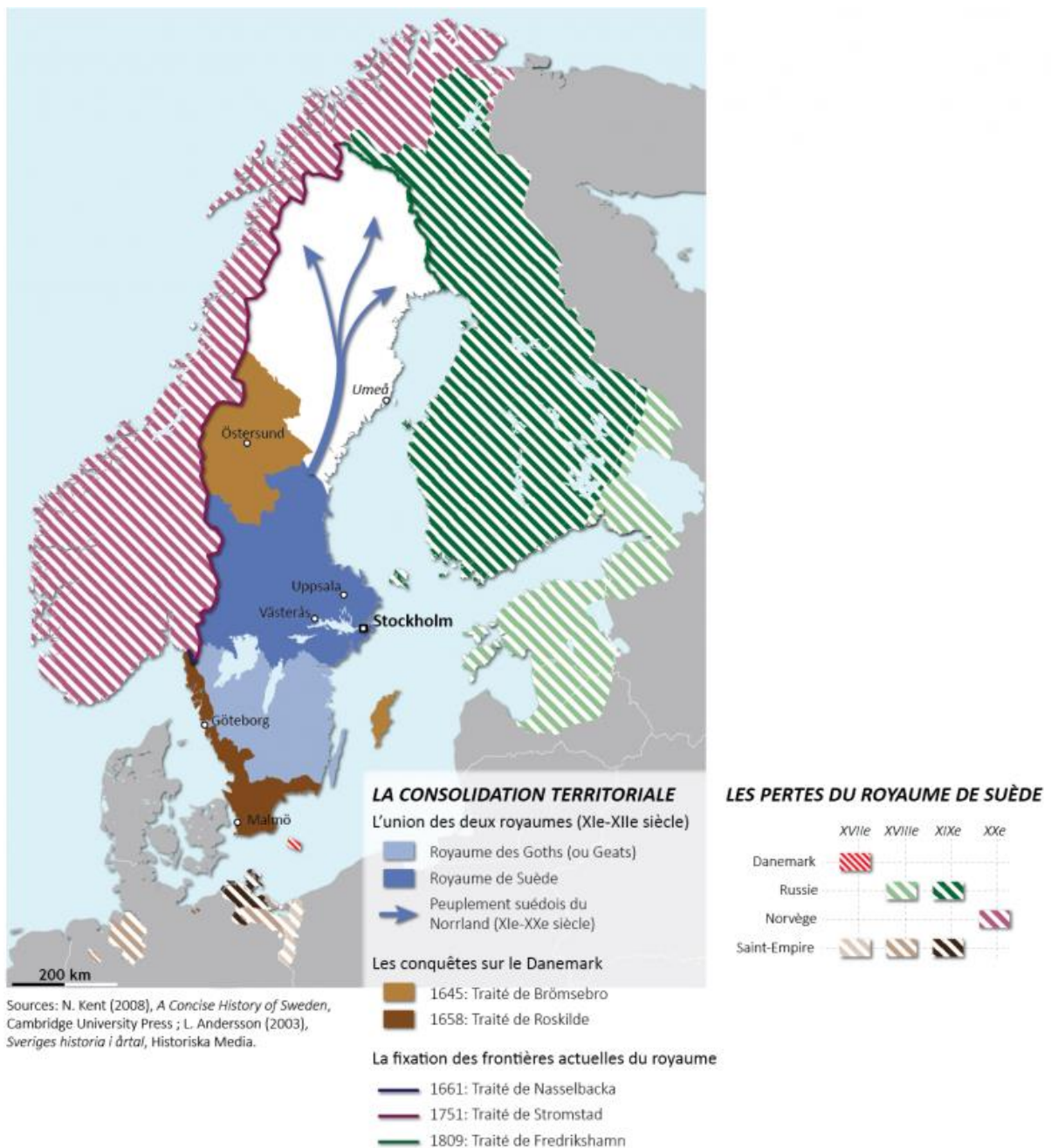
Sweden. European Centre for the Development of Vocational Training Cedefop, 2022. cedefop.europa.eu [[lien](#)]

Sweden - National Education Systems Overview. Eurydice, 2022. eacea.ec.europa.eu [[lien](#)]

Annexes

1. La construction du territoire suédois
2. La géographie électorale
3. Chronologie des gouvernements et des réformes des dernières décennies
4. Les ministères
5. Schémas du système d'éducation
6. Les jeunes en Suède : "une citoyenneté habilitante"

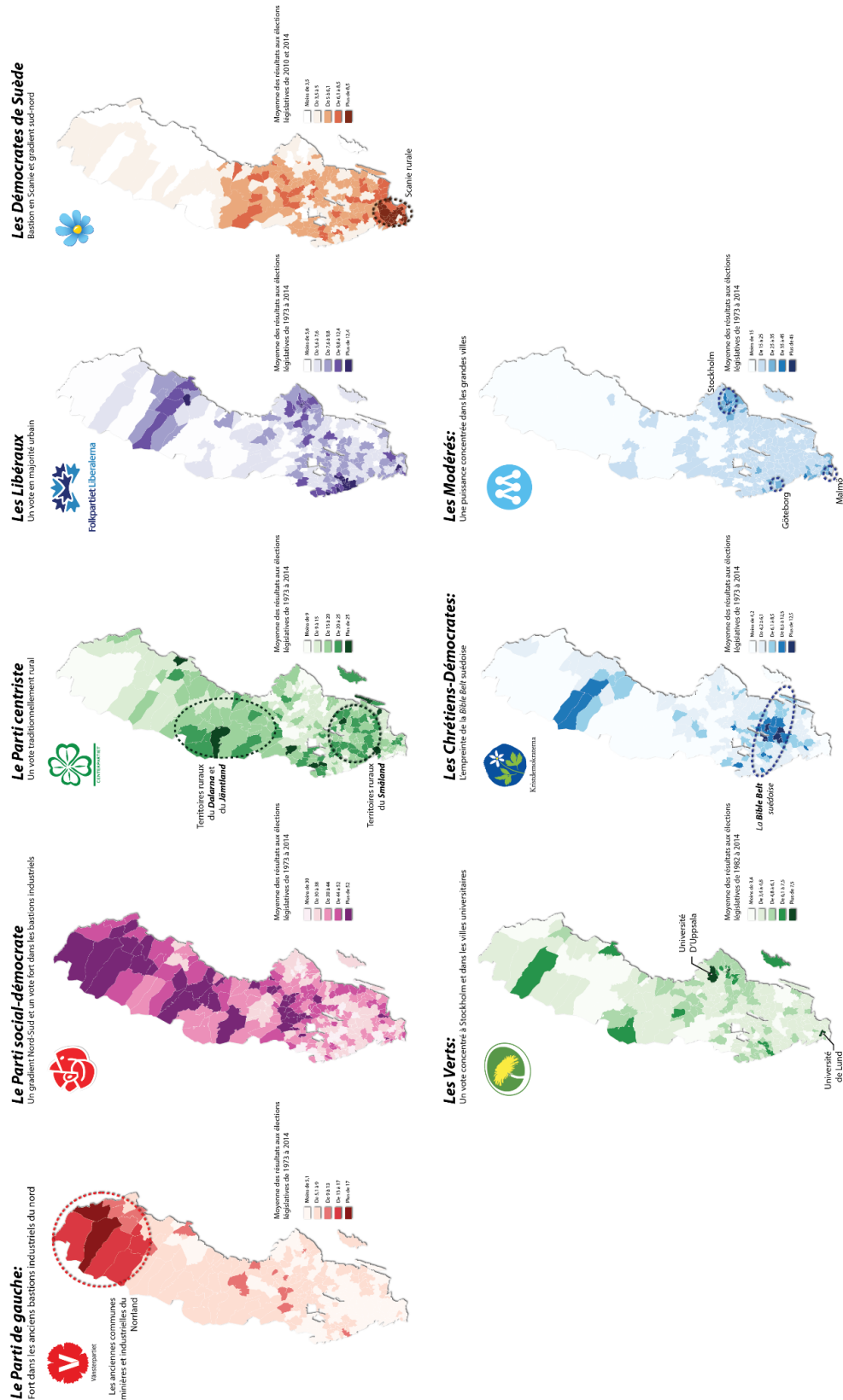
1. La construction du territoire suédois. Teva Meyer, 07/11/2016. hypotheses.org [[lien](#)]



2. La géographie électorale. Teva Meyer, 07/07/2016. hypothese.org [lien]

Les territoires de forces des huit partis présents au parlement suédois. Selon la moyenne des résultats aux élections législatives de 1973 à 2014 (ou à partir de la première participation d'un parti aux élections après sa fondation) :

LES TERRITOIRES DE FORCE DES HUIT PARTIS POLITIQUES PRÉSENTS AU PARLEMENT SUÉDOIS



3. Chronologie des gouvernement et des réformes des dernières décennies

Premiers ministres et coalitions depuis 1986 (incl. les réformes importantes du système éducatif)

Mandat	Premier ministre, coalition et réformes importantes du système éducatif
1986-1991	Ingvar Carlsson (SAP) ☒ <i>kommunaliseringen av skolan</i>
1991-1994	Carl Bildt (M) : coalition du parti modéré, du parti du centre, du parti libéral et des démocrates-chrétiens ☒ <i>friskolereformen</i>
1994-1996	Ingvar Carlsson (SAP)
1996-2006	Göran Persson (SAP)
2006-2014	Fredrik Reinfeldt (M) : coalition du parti modéré, du parti du centre, du parti libéral et des démocrates-chrétiens ☒ <i>Gy11 (réforme du)</i>
2014-2021	Stefan Löfven (SAP) : coalition du parti social-démocrate et du parti vert
Depuis nov. 2021	Magdalena Andersson (SAP)

4. Les ministères

Les bureaux du gouvernement comprennent le bureau de la Première ministre, les différents ministères et le bureau des affaires administratives, responsable des ressources des ministères et de la communication. Ci-dessous une sélection de quelques ministères en lien avec le sujet du Cycle 2022.

Ministère de l'éducation et de la recherche

- Ministre de l'éducation : Anna Ekström
- Ministre des écoles : Lina Axelsson Kihlbom
- Agences gouvernementales : Agence nationale de l'éducation *Skolverket*, Autorité de l'enseignement supérieur, Conseil des universités et collèges, Inspection des écoles, Agence nationale pour l'enseignement professionnel supérieur *Myh*, Conseil du financement des étudiants *CSN*, Agence des écoles pour personnes à besoins spécifiques *SPSM*, Institut de recherche en éducation, Conseil d'éducation des Sami, 30 établissements publics de l'enseignement supérieur (universités publiques)

Ministère de l'emploi

- Ministre de l'emploi et de l'égalité des sexes : Eva Nordmark
- Ministre adjoint à l'emploi et ministre du logement : Johan Danielsson
- Compétences : droit du travail et environnement de travail, marché du travail, introduction des nouveaux arrivants, démocratie et droits de l'homme, égalité des sexes
- Agences gouvernementales : service public de l'emploi *Arbetsförmedlingen*, Institut pour l'évaluation de la politique du marché du travail et de l'éducation, Ombudsman pour l'égalité

Ministère des entreprises et de l'innovation

- Ministre des affaires économiques : Karl-Petter Thorwaldsson
- Ministre des affaires rurales : Anna-Caren Säterberg

- **Compétences** : entreprise et industrie, innovation, développement régional, affaires rurales
- **Agences gouvernementales** : agence pour les systèmes d'innovation *Vinnova*, Agence pour la croissance économique et régionale, Université des sciences agricoles, Agence pour l'analyse des politiques de croissance, les entreprises publiques

Ministère de la justice

- **Ministre de la justice et de l'intérieur** : Morgan Johansson
- **Ministre de l'intégration et de la migration, responsable du sport** : Anders Ygeman
- **Compétences** : politique de lutte contre la ségrégation, société civile et sport, démocratie et droits de l'homme, droit de la famille, introduction des nouveaux arrivants, système judiciaire, migration et asile, Constitution de la Suède et protection de la vie privée
- **Agences gouvernementales** : délégation contre la ségrégation *Delmos* (démantèlement en fin 2022), agence des migrations

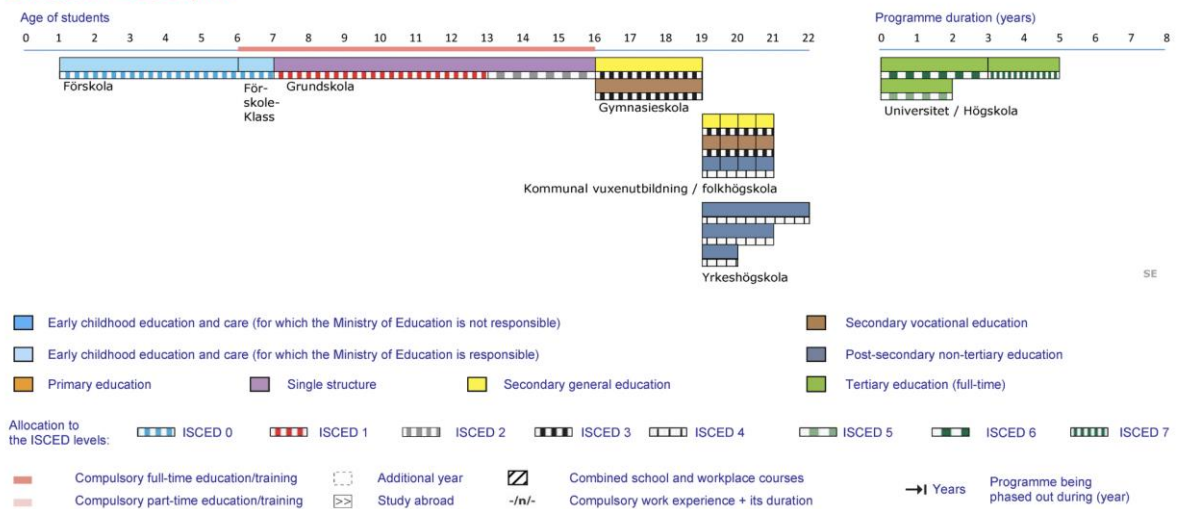
Ministère de la culture

- **Ministre de la culture** : Jeanette Gustafsdotter
- **Compétences** : société civile et sport, culture, démocratie et droits de l'homme, médias, politique de la jeunesse
- **Agences gouvernementales** : agence pour la jeunesse et la société civile, Société de radiodiffusion éducative *Utbildningsradion*

5. Schémas du système d'éducation

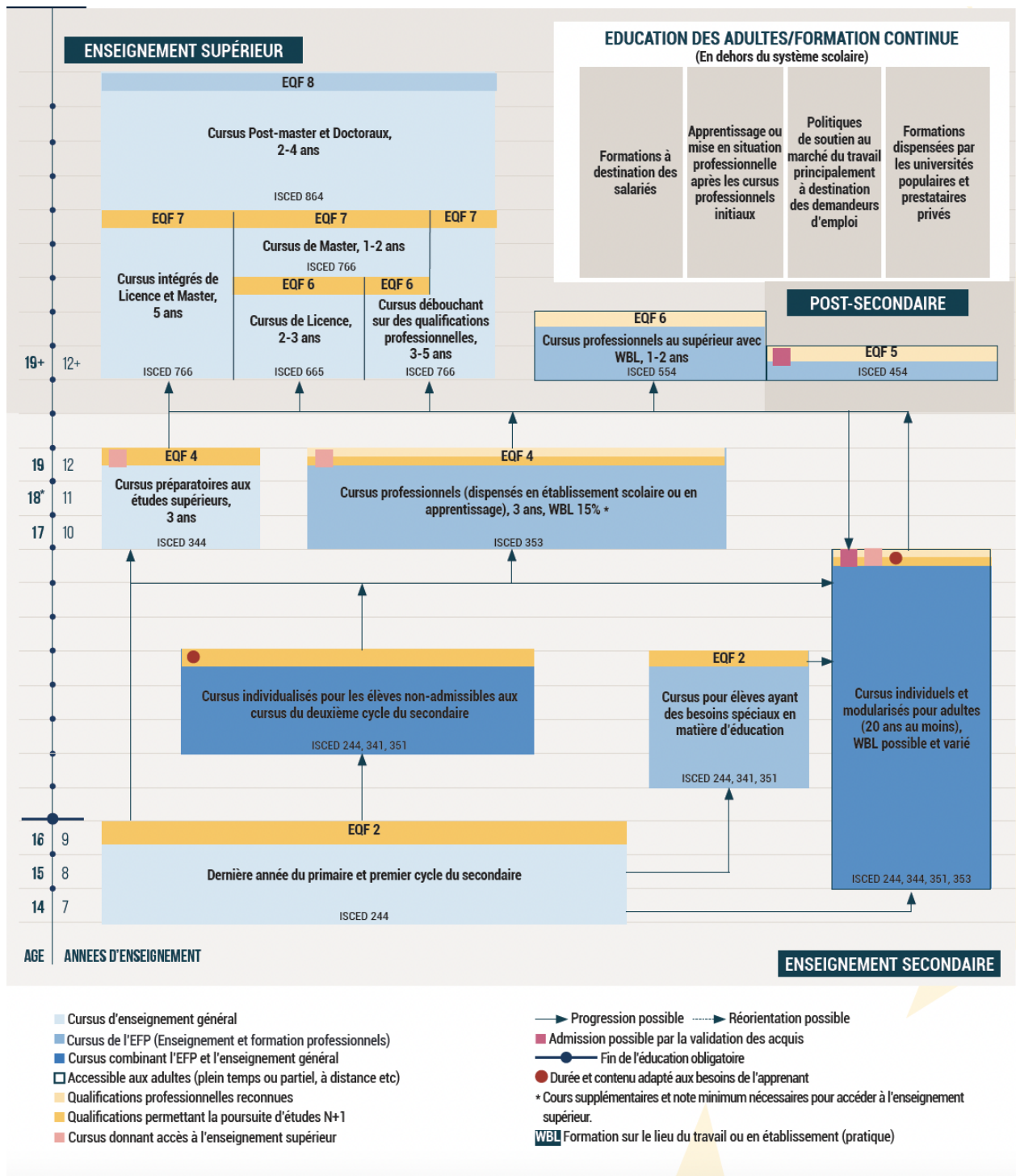
Structure of the National Education System

Sweden – 2021/22



[Open image in new tab](#)

Source: Eurydice 2021/22



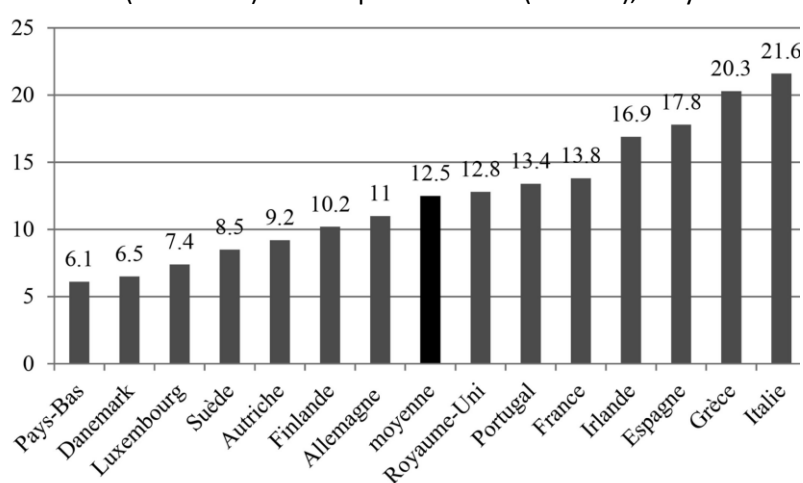
Source : CEDEFOP 2019

6. Les jeunes en Suède : “une citoyenneté habilitante”

Extrait de Tom Chevalier : « Citoyennetés socio-économiques des jeunes et stratégies de croissance : Suède, Allemagne, Royaume-Uni, France ». *Revue française des affaires sociales*, 2016/1, pages 213 à 234.

La Suède a adopté une stratégie inclusive qui vise à fournir à tous les jeunes un ensemble de compétences en vue de leur entrée sur le marché du travail. Mais, au contraire de l'Allemagne qui s'appuie sur un système dit tripartite délivrant principalement des compétences « spécifiques », la Suède dispose d'un système éducatif compréhensif et égalitariste, qui limite fortement le décrochage scolaire (tableau ci-après) et promeut la formation, notamment au niveau supérieur, des jeunes. Cela induit notamment des taux Neet très bas pour les jeunes (ci-dessous).

Taux Neet (15-29 ans) en Europe de l'Ouest (UE à 15), moyenne 2004-2014



	France	Allemagne	Royaume-Uni	Suède
Taux de décrochage scolaire*	11,8	11,6	13,8	7,8
Intervention principale sur le marché du travail	Création d'emplois atypiques dans les secteurs marchand et non marchand	Création de places supplémentaires dans le système d'apprentissage	Dérégulation du marché du travail et salaire minimum pour les jeunes	Politiques de l'emploi centrées sur la formation et garantie jeunesse

Source : Eurostat, 2015.

* Décrochage scolaire : jeunes âgés de 18 à 24 ans ayant quitté prématurément l'éducation ou la formation, c'est-à-dire avant d'atteindre le second cycle du secondaire (Classification internationale type de l'éducation-CITÉ 3), moyennes 2004 et 2014.

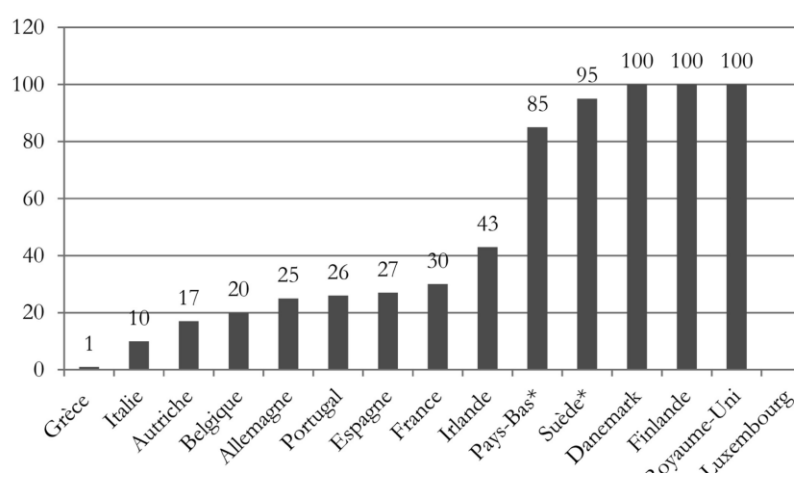
En complément de ce système éducatif, la formation professionnelle est également largement développée dans le cadre des politiques actives du marché du travail. Dans la perspective du modèle « Rehn-Meidner », la Suède a très tôt utilisé de telles politiques tournées vers l'offre de travail, et les jeunes ont progressivement constitué un public privilégié de ces politiques de l'emploi. Les jeunes peu qualifiés ont notamment fait l'objet d'une attention particulière de la part des pouvoirs publics, qui ont créé dans cette optique les « garanties jeunesse » : ce sont des dispositifs spécifiquement destinés aux jeunes en difficulté sur le marché du travail et qui leur garantissent le bénéfice de l'assistance sociale, à condition qu'ils suivent une formation, un stage ou qu'ils reprennent un emploi.

Les limites d'âge pour bénéficier des aides sociales sont relativement précoces, illustrant l'individualisation de la citoyenneté sociale. En effet, les obligations alimentaires prennent fin lorsque les enfants atteignent l'âge de 18 ans, ou 21 ans tant qu'ils sont dans le secondaire. Par conséquent, comme la famille n'est plus censée prendre en charge leurs enfants après ces âges, la politique familiale n'est pas mobilisée pour soutenir les jeunes majeurs, même s'ils sont dans l'enseignement supérieur : les allocations familiales s'arrêtent lorsque les enfants ont l'âge de 15 ans, et 19 ans lorsqu'ils sont scolarisés, et aucune aide fiscale n'est disponible pour les parents qui ont un enfant dans un cursus d'études supérieures.

L'assistance sociale est ouverte aux jeunes à partir de l'âge de 18 ans, même si, dans le cadre des «garanties jeunesse », des conditions spécifiques s'appliquent pour les moins de 25 ans en termes de participation aux dispositifs de la politique de l'emploi.

Enfin, les aides aux étudiants sont entièrement individualisées, en cohérence avec un système d'enseignement supérieur fortement développé. Les étudiants peuvent ainsi bénéficier d'une bourse et d'un prêt, ne dépendant pas du revenu des parents, ce qui permet à la quasi-totalité des étudiants d'y accéder. Les jeunes âgés de 18 à 29 ans sans enfants peuvent en outre prétendre à une allocation logement spécifique à condition que leur revenu propre ne dépasse pas un certain montant.

Pourcentage d'étudiants de premier cycle recevant une bourse ou un prêt, en 2011-2012



La citoyenneté des jeunes en Suède est donc habilitante dans la mesure où, non seulement ils sont considérés comme des adultes, mais l'État les conçoit aussi et surtout comme une ressource en investissant dans leur capital humain. Cet investissement est censé permettre à la fois une plus grande autonomie à travers leur « empowerment » (leur propre prise en charge) et une plus grande productivité, au service de l'économie nationale.